

## COMPTE-RENDU DE LA QUARANTE-SEPTIÈME SESSION DU GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT: 13-16 MARS 2018

La 47<sup>e</sup> session du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC 47) s'est tenue du 13 au 16 mars 2018 à Paris, en France, au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et a réuni environ 350 participants venus de plus de 130 pays.

Après l'ouverture de la GIEC 47, le Président du GIEC Hoelsing Lee a suspendu la séance plénière pour la célébration du 30<sup>e</sup> anniversaire du GIEC. La célébration, organisée par le Gouvernement de la France, a présenté une vue d'ensemble des origines et de l'évolution du GIEC, ainsi qu'un historique de la science du climat. Mercredi 14 mars au matin, la séance plénière du GIEC a repris.

Au cours de la GIEC 47, le Groupe a adopté des décisions portant sur:

- la prorogation du mandat de l'Équipe spéciale chargée de la stabilité financière, qui fera rapport à la GIEC 48;
- la mise en place d'une équipe spéciale chargée des problématiques de genre;
- le mandat d'une équipe spéciale chargée de l'organisation des futurs travaux du GIEC dans le contexte du bilan mondial envisagé dans le cadre de l'Accord de Paris;
- l'élargissement du Programme de bourses du GIEC pour inclure le financement de scientifiques contribuant aux chapitres;
- le renforcement de la participation des pays en développement aux activités du GIEC;
- le fonds d'affectation spéciale et le budget du GIEC;
- l'avenir de l'Équipe spéciale pour les données et les scénarios servant à l'analyse du climat et de ses incidences (ESACI); et
- l'admission de sept nouvelles organisations observatrices.

Le Groupe a entendu des présentations des coprésidents des groupes de travail (GT) sur les rapports des bureaux des GT concernant la sélection des auteurs principaux chargés de la coordination, des auteurs principaux et des éditeurs réviseurs pour les contributions des GT au sixième rapport d'évaluation.

La GIEC 47 a également entendu des rapports de situation sur les activités de communication et de sensibilisation et sur les produits complémentaires du sixième cycle d'évaluation, notamment:

- le Rapport spécial sur un réchauffement planétaire de 1,5° C (RS15);
- le Rapport spécial sur le changement climatique et les terres émergées;
- le Rapport spécial sur les océans et la cryosphère dans le contexte du changement climatique; et

- le Rapport méthodologique destiné à affiner les Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre.
- La prochaine réunion du GIEC aura lieu la première semaine d'octobre 2018 à Incheon, en République de Corée, pour approuver le RS15. La GIEC 49 se réunira en mai 2019 à Kyoto, au Japon, pour approuver le Rapport méthodologique destiné à affiner les Lignes directrices 2006 du GIEC.

### DANS CE NUMÉRO

Bref historique du GIEC .....	2
Célébration des 30 ans du GIEC .....	3
Compte-rendu de la GIEC 47 .....	6
Programme et budget du fonds d'affectation spéciale du GIEC .....	6
Équipe spéciale chargée de la stabilité financière .....	6
Programme de bourses du GIEC .....	7
Rapports d'étape .....	8
Rapports des bureaux des gt sur la sélection des auteurs principaux chargés de la coordination, des auteurs principaux et des éditeurs réviseurs du RE6. ....	9
Questions relatives aux grandes lignes du RE6 à examiner	10
Admission des organisations observatrices .....	11
Rapport du comité chargé des conflits d'intérêts .....	11
Rapport de l'équipe spéciale chargée de l'avenir de l'équipe spéciale pour les données et les scénarios servant à l'analyse du climat et de ses incidences (ES-ESACI). ....	12
Aligner les travaux du GIEC et les besoins du bilan mondial dans le cadre de l'accord de paris .....	12
Genre .....	13
Examen des principes régissant les travaux du GIEC	
Participation des pays en développement aux activités du GIEC .....	13
Questions relatives à la CCNUCC et à d'autres organes internationaux	
questions diverses .....	14
Lieu et date de la GIEC 48. ....	14
Clôture de la session .....	14
Breve analyse de la GIEC 47 .....	14
Réunions à venir .....	16
Glossaire .....	17

## BREF HISTORIQUE DU GIEC

Le GIEC a été créé en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) afin d'évaluer, de manière exhaustive, objective, ouverte et transparente, les données scientifiques, techniques et socio-économiques permettant de comprendre les changements climatiques d'origine anthropique, leurs impacts potentiels et les options envisageables pour l'adaptation et l'atténuation. Le GIEC est un organe intergouvernemental et scientifique comptant 195 pays membres; il n'entreprend pas de nouvelles recherches ni n'assure la surveillance des données liées au climat. Il procède plutôt à des évaluations de l'état des connaissances sur les changements climatiques, sur la base de la documentation scientifique et technique publiée et ayant été soumise à un examen collégial. Les rapports du GIEC se veulent pertinents pour les politiques, sans être directs.

Le GIEC est doté de trois GT:

- le Groupe de travail I (GTI) traite des bases de la science physique des changements climatiques;
- le Groupe de travail II (GTII) traite des conséquences des changements climatiques, de l'adaptation et de la vulnérabilité; et
- le Groupe de travail III (GTIII) traite des options envisageables pour limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES) et atténuer les changements climatiques.

Chaque GT compte deux coprésidents et six vice-présidents.

Les coprésidents guident les GT dans l'accomplissement des mandats qui leur sont confiés par le Groupe, avec l'aide des Unités d'appui technique (UAT).

Le GIEC dispose également d'une Équipe spéciale pour les inventaires nationaux de GES (ESI) qui supervise le Programme du GIEC sur les inventaires nationaux de GES, auquel une UAT apporte aussi son soutien. Le Programme vise à mettre au point et à affiner une méthode approuvée à l'échelon international ainsi qu'un logiciel pour le calcul et la notification des émissions et des absorptions nationales de GES, et à en promouvoir l'utilisation par les Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Le Groupe élit son Bureau pour la durée d'un cycle complet d'évaluation, qui comprend l'élaboration d'un rapport d'évaluation du GIEC. Le Bureau planifie, coordonne et assure le suivi des travaux du GIEC et est composé d'experts sur l'évolution du climat représentant toutes les régions. Actuellement, le Bureau est composé de 34 membres dont le président et les vice-présidents du GIEC, les coprésidents et vice-présidents des GT et les coprésidents de l'ESI.

En 2011, le GIEC a créé un Comité exécutif pour aider aux travaux intersessions et à la coordination des GT. Le Secrétariat du GIEC est établi à Genève, en Suisse, et est hébergé par l'OMM.

**PRODUITS DU GIEC:** Depuis sa création, le GIEC a élaboré une série de rapports d'évaluation exhaustifs, des rapports spéciaux (RS) et des documents techniques qui fournissent des données scientifiques sur les changements climatiques à la communauté internationale.

Le GIEC a rédigé cinq rapports d'évaluation, achevés en 1990, 1995, 2001, 2007, et 2014. Le Sixième rapport d'évaluation (RE6) devrait être terminé en 2022. Les rapports d'évaluation sont composés de trois volumes, soit un volume pour chaque GT. La contribution de chacun des GT comprend un résumé à l'intention des décideurs (RID), un résumé technique et un rapport d'évaluation sous-jacent. Chaque rapport est soumis à un processus d'examen complet et approfondi mené par les experts et les gouvernements qui se déroule en trois étapes: un premier examen par les experts, un deuxième examen par les experts et les gouvernements, et un troisième examen par les gouvernements.

Chaque RID est ensuite approuvé ligne par ligne par le GT compétent. Un rapport de synthèse (RSY) est élaboré pour l'ensemble du rapport d'évaluation et intègre les aspects les plus pertinents des rapports des trois GT et des RS de ce cycle. Le Groupe approuve ensuite un RID du RSY ligne par ligne.

Le GIEC produit des RS et des documents techniques sur des thèmes spécifiques liés aux changements climatiques, notamment:

- Utilisation des terres, changements d'affectation des terres et foresterie (2000);
- Piégeage et stockage du dioxyde de carbone (2005);
- Le changement climatique et l'eau (2008);
- Sources d'énergie renouvelable et atténuation du changement climatique (2011); et
- Gestion des risques de catastrophes et de phénomènes extrêmes pour les besoins de l'adaptation au changement climatique (2011).

Les RS du sixième cycle d'évaluation comprennent: le RS15, le Rapport spécial sur les océans et la cryosphère dans le contexte du changement climatique, et le Rapport spécial sur le changement climatique et les terres émergées.

En outre, le GIEC produit des rapports méthodologiques qui présentent des lignes directrices pour aider les pays à communiquer les données concernant les GES. Des rapports portant sur les pratiques recommandées ont été approuvés par le Groupe en 2000 et 2003. La dernière version des Lignes directrices du GIEC pour les inventaires nationaux de GES a été approuvée en 2006, et le sixième cycle d'évaluation comprend un rapport méthodologique destiné à affiner ces lignes directrices. Par ailleurs, en 2013, le GIEC a adopté un Supplément aux Lignes directrices 2006 du GIEC: terres humides (Supplément terres humides), et les Méthodes supplémentaires révisées et pratiques recommandées découlant du Protocole de Kyoto (Supplément PK).

En 2007, le GIEC a reçu le Prix Nobel de la paix, conjointement avec l'ancien Vice-Président des États-Unis Al Gore, pour ses travaux et efforts « visant à développer et à diffuser des connaissances plus approfondies sur les changements climatiques d'origine anthropique, et à jeter les bases nécessaires pour contrer de tels changements ».

### SIXIÈME CYCLE D'ÉVALUATION: GIEC 41 à GIEC 43:

La GIEC 41 (24-27 février 2015, Nairobi, Kenya) a examiné les futurs travaux du GIEC, a pris une décision sur la taille, la structure et la composition des Bureaux du GIEC et de l'ESI, et a adopté des décisions ayant trait au sixième cycle d'évaluation. La GIEC 42 (5-8 octobre 2015, Dubrovnik, Croatie) a élu les membres des bureaux pour le sixième cycle d'évaluation.

La GIEC 43 (11-13 avril 2016, Nairobi, Kenya) a accepté l'élaboration de trois RS au cours du sixième cycle d'évaluation, sur un réchauffement planétaire de 1,5° C (RS15), le changement climatique et les terres émergées (RSCCTE) et les océans et la cryosphère dans le contexte du changement climatique (RSOCCC), ainsi que l'élaboration d'un Rapport méthodologique destiné à affiner les Lignes directrices 2006 du GIEC. Le Groupe est également convenu qu'un RS sur les villes serait élaboré dans le cadre du septième cycle d'évaluation.

**GIEC 44:** Lors de cette réunion (17-21 octobre 2016, Bangkok, Thaïlande), le Groupe a adopté les grandes lignes du RS15 et du Rapport méthodologique destiné à affiner les Lignes directrices 2006 du GIEC. Le GIEC a également adopté des décisions portant, entre autres, sur: la réunion d'experts sur l'atténuation, la durabilité et les scénarios de stabilisation du climat; la communication et le processus de cadrage du RE6; et une réunion sur les changements climatiques et les villes.

**GIEC 45:** Cette réunion (28-31 mars 2017, Guadalajara, Mexique) a approuvé les grandes lignes du RSCCTE et du RSOCCC, et a examiné, entre autres: le calendrier de planification stratégique du sixième cycle d'évaluation; une proposition visant l'examen des agents de forçage du climat de courte durée de vie (AFCCD); et les options envisageables pour le financement du GIEC, ce qui a mené à la décision de créer l'Équipe spéciale chargée de la stabilité financière (ES-Finance).

**GIEC 46:** Lors de cette réunion (6-10 septembre 2017, Montréal, Canada), le Groupe a notamment approuvé les grandes lignes des chapitres composant les rapports des contributions des trois GT au RE6. Le Groupe a également entendu un exposé sur les progrès accomplis par l'ES-Finance, a examiné diverses options de financement envisageables pour le GIEC, et est convenu de proroger le mandat de l'Équipe jusqu'à la GIEC 47.

**Conférence scientifique du GIEC sur les villes et les changements climatiques (CitiesIPCC Conference):** Cette réunion (5-7 mars 2018, Edmonton, Canada) a réuni environ 750 participants issus de communautés de scientifiques, de politiques et de praticiens pour aider à identifier les sources d'émissions actuelles et futures et à définir les voies à suivre par les villes pour réduire les émissions et adopter des stratégies de résilience. La réunion a abouti à l'élaboration d'un programme de recherche visant à mieux comprendre les changements climatiques, leurs incidences sur les villes et le rôle crucial que jouent les autorités locales pour relever le défi climatique.

### **CÉLÉBRATION DES 30 ANS DU GIEC**

Cette célébration organisée par le Gouvernement français a eu lieu mardi 13 mars après l'ouverture de la séance plénière du GIEC. Dans ses remarques liminaires, le Président du GIEC Hoesung Lee a demandé que l'incertitude soit réduite en renforçant les connaissances scientifiques, notamment sur les seuils de basculement conduisant à des changements irréversibles dans les systèmes climatiques et socio-économiques. Il a demandé une participation accrue des spécialistes en sciences sociales au RE6 afin de parvenir à une compréhension approfondie des valeurs sociales, des modes de consommation et de production, des différents calculs de risque et des réponses politiques en tenant compte des divers intérêts des parties concernées.

### **LES ORIGINES DU GIEC**

**Les grandes étapes du savoir climatique:** En introduction à cette session, Spencer Weart, de l'Institut américain de physique (retraité), a présenté un récapitulatif historique de la science du climat jusqu'en 1988. Il a rendu hommage aux scientifiques qui ont créé les modèles montrant le réchauffement planétaire associé à l'augmentation des niveaux de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) et qui ont découvert que le méthane et d'autres gaz accentuent cet effet.

Valérie Masson-Delmotte, représentante de la France et Coprésidente du GTI, a récapitulé les thèmes des cinq premiers rapports d'évaluation du GIEC, en faisant observer que l'objectif du GIEC est de faire la synthèse et la critique des milliers de documents publiés chaque année sur la science du climat et qui visent à en améliorer la compréhension. Elle a indiqué que l'orientation du RE6 sur les solutions aux problèmes permettra de fournir des données scientifiques favorisant des prises de décisions éclairées.

Elena Manaenkova, de l'OMM, a mis l'accent sur le rôle des satellites et de la télédétection dans l'observation météorologique et climatologique. Elle a indiqué qu'en 2017 la quantité de CO<sub>2</sub> atmosphérique était égale à la quantité d'équilibre du milieu de la période du Paléocène, lorsque le sol était de 2 à 3° C plus chaud et que le niveau de la mer était de 10 à 12 mètres plus élevé.

Corinne Le Quéré, de l'Université d'East Anglia et directrice du Centre Tyndall pour la recherche sur les changements climatiques, a rendu hommage à: John Tyndall, dont les capacités de communication ont permis de révéler à la société l'utilité, l'autorité intellectuelle et les avantages pratiques de la science du climat; et Dave Keeling, qui a forgé la réputation de la mesure scientifique du CO<sub>2</sub> grâce à sa ténacité et sa persévérance.

A cours du débat qui a suivi, les intervenants ont abordé, entre autres:

- la question de savoir si l'état actuel des connaissances scientifiques est suffisant pour stimuler la mise en œuvre de politiques;
- le fait que les « progrès incroyables » accomplis dans l'élaboration de nouvelles méthodes ont amélioré la précision et la portée des mesures; et
- le fait que les travaux sur l'attribution des phénomènes extrêmes sont intéressants du point de vue scientifique, et pertinents autant pour le public que pour les décideurs.

**La création du GIEC en 1988:** Amy Dahan, du Centre national de la recherche scientifique, a présenté cette table ronde en rappelant le contexte scientifique et politique ayant permis la création du GIEC. Elle a montré qu'au début des années 1980, les diagnostics scientifiques sur les changements climatiques planétaires étaient déjà bien établis. Elle a évoqué l'« enthousiasme institutionnel » ayant abouti à la création d'organisations et de conférences traitant des changements climatiques, ainsi que la résistance politique des pays développés et des pays en développement. Elle a expliqué que cette tension a mis en évidence le besoin d'une « institution experte », aboutissant à la création du GIEC.

Michel Jarraud, représentant de la France et ancien Secrétaire général de l'OMM, a apporté des précisions sur les tensions entre scientifiques et décideurs et a fait observer que le débat politique autour de la composante humaine des changements climatiques s'intensifiant au cours des années 1980, il est devenu évident que des données scientifiques étaient nécessaires pour appuyer les processus intergouvernementaux. Il a précisé que le GIEC a vu le jour pour répondre aux intérêts des deux groupes.

Øyvind Christophersen, représentant de la Norvège, a fourni des détails sur le GIEC en tant qu'institution hybride comprenant des scientifiques et des décideurs, en faisant observer que ce statut lui permet d'avoir « plus d'impact qu'un simple rapport scientifique ». Il a ajouté que l'ampleur du champ de travail du GIEC depuis ses débuts, qui couvre à la fois les effets physiques et les moyens d'y faire face, a joué un rôle crucial dans son succès.

Le Vice-Président du GTII Sergey Semenov a fait observer que la rapidité avec laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé la création du GIEC a démontré que l'on reconnaissait que les questions liées au climat ne pouvaient pas être abordées uniquement par les politiciens. Il a fait remarquer que les politiques et les sciences liées au climat ont toujours été caractérisées par la coopération internationale, en donnant l'exemple des données de la carotte de glace de Vostok collectées par des scientifiques russes et français dans les années 1990.

Lors du débat qui a suivi, les intervenants ont abordé le paradoxe existant entre le vif dynamisme qui a succédé à la création du GIEC au moment où le monde réagissait à l'« alerte » climatique et l'absence de progrès satisfaisants 30 ans plus tard.

### **LE GIEC, TRENTE ANNÉES DE VIE**

**Le dialogue entre science et politique sur les questions environnementales, de 1988 à 2018:** En introduisant la session, Laurence Tubiana, ancienne ambassadrice française

chargée des négociations sur le changement climatique et représentante spéciale pour la 21<sup>e</sup> Conférence des Parties (CdP 21) à la CCNUCC, a mis l'accent sur le rôle de la communauté scientifique dans le lancement de l'alerte, la fourniture d'informations aux décideurs permettant d'aborder les changements climatiques, et l'élaboration de solutions innovantes. Elle a demandé une harmonisation des cycles politiques et scientifiques pour renforcer l'appropriation nationale des évaluations scientifiques, et a déclaré qu'une nouvelle fonction de la communauté scientifique devrait être de tenir les acteurs responsables du respect de leurs engagements.

Thelma Krug, représentante du Brésil et Vice-Présidente du GIEC, a déclaré que la ratification rapide de l'Accord de Paris résultait d'une écoute attentive entre la communauté scientifique et les décideurs. Elle a mis l'accent sur l'importance du solide processus d'examen du GIEC et de la participation d'acteurs divers, y compris le secteur privé et les acteurs locaux.

Jim Skea, représentant du Royaume-Uni et Coprésident du GTIII, s'est concentré sur l'importance d'une communication claire avec les décideurs, en indiquant que chaque GT dispose désormais d'un spécialiste de la communication afin de s'assurer que les résultats sont mieux communiqués. Il a mis l'accent sur :

- la pertinence politique;
- l'alignement des cycles du GIEC et du processus du bilan mondial (BM) dans le cadre de l'Accord de Paris;
- la préservation des valeurs fondamentales tout en répondant aux attentes de la communauté mondiale; et
- l'apprentissage mutuel entre les communautés de scientifiques et de décideurs.

Laurent Fabius, Président de la CdP 21 et représentant de la France, a attribué le succès de la Conférence de Paris à «l'alignement» de trois planètes », à savoir :

- la planète politique, avec des dirigeants motivés dans des pays clés;
- la planète de la société civile, avec des villes, des entreprises, des ONG et des autorités spirituelles qui soutenaient l'Accord de Paris; et
- la planète scientifique, qui a fourni les connaissances permettant de rendre l'accord possible.

Il a plaidé pour :

- une meilleure harmonisation des cycles science-politique, et a demandé que les rapports du GIEC soient publiés à temps pour influencer l'opinion publique en amont des CdP annuelles;
- des intermédiaires professionnels chargés de traduire les données scientifiques à l'usage du public et des gouvernements; et
- des recherches transdisciplinaires sur des sujets susceptibles d'influencer l'opinion publique, tels que les effets du climat sur la santé, l'hygiène et les conflits.

**Les rapports du GIEC, entre continuité et rupture:** Cette table ronde a examiné le perfectionnement des messages du GIEC dans le temps et les impacts du GIEC sur la science du climat, notamment le développement de l'interdisciplinarité et la maturation plus rapide de certaines disciplines.

John Mitchell, du Service météorologique du Royaume-Uni, a fait observer les progrès accomplis dans la détection et l'attribution, notamment l'accroissement, au fil du temps, de l'attribution des changements climatiques à des activités humaines. Il a examiné l'évolution des prévisions de température mondiale à l'horizon 2100, et a recommandé de progresser davantage dans le domaine de la sensibilité du climat. En ce qui concerne la manière dont le GIEC a transformé la science du climat, il a mis en évidence :

- le lien plus étroit existant entre les scientifiques et les décideurs;
- l'augmentation du nombre d'instituts de modélisation; et

- la plus large diffusion des données sur le climat.

Il s'est demandé si le processus d'évaluation n'est pas devenu trop large, en faisant observer qu'à mesure que le sujet évolue, les progrès ralentissent, de même que la réponse aux nouvelles questions.

Wolfgang Cramer, de l'Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie marine et continentale, a fait observer que la conservation de la biodiversité revêt la même importance sociétale que la lutte contre les changements climatiques. Déplorant que la recherche et le suivi soient inégaux parmi les pays en matière de détection et d'attribution des impacts, il a demandé un système d'observation impartial et une mise à niveau substantielle des capacités d'observation des pays en développement.

Mariane Diop Kane, représentante du Sénégal, a fait remarquer que l'accessibilité et la couverture des données ainsi que la représentation géographique et la représentation des genres dans les équipes d'auteurs se sont améliorées au fil des ans. Elle a demandé :

- l'amélioration de la coopération entre les scientifiques issus de pays développés et de pays en développement;
- le renforcement de l'examen des prévisions climatiques à moyen terme et un meilleur alignement de celles-ci avec les calendriers politiques; et
- le renforcement des réseaux d'observation du climat dans les pays en développement, en faisant observer que cela permettrait aux pays d'être davantage en mesure de réaliser les Objectifs de développement durable (ODD).

Anna Pirani, chef de l'UAT du GTI et représentante de l'Italie, a traité des UAT, en indiquant qu'elles sont en contact permanent les unes avec les autres ainsi qu'avec les bureaux et les coprésidents, et elle a salué l'engagement du personnel des UAT, eu égard en particulier à la part importante de leur travail qui est bénévole. Elle a considéré que le renforcement de la parité de représentation dans la sélection des auteurs consiste davantage à veiller à la complémentarité des compétences qu'à les localiser.

A cours du débat qui a suivi, les intervenants ont abordé le besoin :

- d'une communication dans les deux sens entre les politiciens et les scientifiques;
- de recherches sur le climat pertinentes pour les politiques; et
- de données permettant d'habiliter les populations vulnérables à s'adapter aux incidences climatiques.

### **PRÉPARER L'AVENIR: ÉDUCATION ET RECHERCHE**

Cette session a porté sur la préparation de l'avenir, la façon d'aborder l'inconnu, de devenir flexibles et résilients, de libérer les potentiels humains, et de relier les disciplines.

Pierre Léna, de l'Académie des sciences française, a déploré les disparités importantes existant dans le monde en matière de possibilités d'éducation et a demandé de nouveaux instruments permettant aux enfants de mieux comprendre les sciences du climat et d'améliorer leur réflexion critique.

Gaby Langendijk, du Centre des services climatiques allemands, a demandé d'envisager des approches interdisciplinaires et transdisciplinaires, telles que des réseaux scientifiques transdisciplinaires. Elle a fait observer que les scientifiques en début de carrière sont déjà connectés à l'échelle mondiale et sont intéressés par la lutte contre les changements climatiques.

Douglas Nakashima, de l'UNESCO, a demandé la reconnaissance et l'utilisation des savoirs autochtones dans les cycles d'évaluation du GIEC. Il a défini « transdisciplinaire » comme englobant et reliant des systèmes de connaissances divers et complémentaires. Il a précisé que tandis que les recherches scientifiques sur le climat sont menées à l'échelon mondial, les savoirs autochtones proviennent d'acteurs sur le terrain.

Véronique Yoboué, de l'Université Félix Houphouët-Boigny de la Côte d'Ivoire, a déploré le « sous-développement scientifique » de l'Afrique, mentionnant que la recherche n'a pas été une

priorité pour beaucoup de dirigeants africains. Elle a déclaré que les chercheurs africains travaillent généralement hors du continent en raison du manque de moyens et de fonds pour la recherche sur place, mais a indiqué que certains pays, comme la Côte d'Ivoire, accroissent actuellement le financement de la recherche.

Johan Rockström, du Centre de Stockholm pour la résilience, a constaté des avancées dans l'attribution des impacts des changements climatiques mais a déploré que les effets sur les hommes se manifestent plus tôt, plus rapidement et avec une plus grande ampleur qu'initialement prévu. Il a demandé un cadre général visant à définir les risques et à récapituler les coûts sociaux liés carbone, et s'est demandé si nous risquons désormais de franchir des seuils irréversibles.

Léna et Masson-Delmotte ont par la suite annoncé l'inauguration imminente de l'Office for Climate Education, une initiative française visant à développer des ressources pour les enseignants ayant fait l'objet d'un examen collégial, notamment des informations sur le climat pertinentes au niveau national et élaborées par un réseau d'acteurs nationaux. Léna a signalé le rôle important joué par le savoir et l'éducation dans le doublement de l'espérance de vie à la naissance au niveau mondial, soulignant la nécessité de tirer des leçons de cette expérience pour aborder les changements climatiques.

### PRÉSENTATIONS DE VIDÉOS

Tout au long de la journée, les participants ont visionné plusieurs vidéos produites par le projet des Petites Ondes Participatives (ePop), un réseau de jeunes des îles du Pacifique qui facilitent l'observation citoyenne des changements climatiques et environnementaux ayant un impact sur les populations insulaires, afin de produire des reportages vidéo.

En présentant le projet ePop, Marie-Lise Sabrié, de l'Institut de recherche pour le développement, a indiqué que les jeunes enregistrent les répercussions des changements climatiques sur leur culture à l'aide de smart phones et utilisent ensuite ces vidéos pour engager le dialogue avec leurs aînés. Max Bale, de RFI Planète Radio, France, a souligné qu'il est important de savoir comment les populations font l'expérience des changements climatiques afin de définir la voie à suivre.

Guilhem Chamboredon, un lycéen calédonien de 16 ans, a décrit son expérience au sein du réseau ePop, en indiquant que la possibilité de rencontrer les anciens et de faire entendre leur voix est ce qui l'a le plus touché. Il a déploré la profonde fracture, considérée comme normale, qui existe entre les jeunes et les anciens, en faisant observer que les changements climatiques nous affectent tous, indépendamment de notre âge.

Des vidéos des Fidji et de Nouvelle-Calédonie ont montré, entre autres, comment le cyclone Winston a touché le village de Nabukadra aux Fidji, et la manière dont les changements climatiques influencent les coutumes locales. D'autres vidéos peuvent être visionnées à l'adresse suivante: <https://epop.network/le-reseau-epop/>

### CLÔTURE

Anne Poelina, dirigeante aborigène et scientifique et philosophe australienne de l'Université Charles Darwin, a remis en question les valeurs et l'éthique qui détruisent la Terre mère, tout en saluant 30 ans de sagesse collective au sein du GIEC. Elle a mis l'accent sur l'importance des savoirs autochtones et sur le rôle des acteurs non étatiques dans la déconstruction et le recadrage des systèmes.

En conclusion, Nicolas Hulot, Ministre français de la Transition écologique et solidaire, a fait observer que bien que le GIEC ait aidé le monde à définir des objectifs clairs, la progression de leur concrétisation reste insuffisante. Citant la pensée de Victor Hugo selon laquelle la liberté commence où l'ignorance finit, il a salué le rôle joué par le GIEC pour faire taire ceux qui nient les changements climatiques. Il a déclaré que

le changement climatique est un « tueur en série » qui affecte les plus pauvres et les plus vulnérables, et a demandé de se concentrer sur la protection des peuples autochtones.

### COMPTE-RENDU DE LA GIEC 47

Mardi 13 mars au matin, le Président du GIEC Hoesung Lee a ouvert la GIEC 47, en mettant l'accent sur l'objectif du processus de sélection des auteurs du RE6 en matière de répartition géographique et d'équilibre des genres, et a déclaré que le RE6 portera davantage sur les solutions interdisciplinaires, notamment les contributions des villes à l'atténuation.

La Directrice générale de l'UNESCO Audrey Azoulay a fait observer la nature « chaotique et multipolaire » du monde. Elle a mis en exergue le programme d'éducation à la citoyenneté mondiale de l'UNESCO et l'adoption de la « Déclaration de principes éthiques en rapport avec les changements climatiques » par les États membres de l'UNESCO en 2017.

Le Secrétaire général de l'OMM Petteri Taalas a mis l'accent sur la relation étroite entre l'OMM et le GIEC et a encouragé les représentants gouvernementaux à stimuler les relations entre les scientifiques spécialistes de l'atmosphère et les météorologues. Il a mis l'accent sur le rôle essentiel du GIEC dans la communication efficace de la science du climat aux décideurs et a souligné qu'il est nécessaire que le GIEC soutienne les pays dans leurs efforts visant à concrétiser les objectifs de l'Accord de Paris.

Anne Le More, Chef de cabinet du PNUE, s'exprimant au nom du Directeur exécutif du PNUE Erik Solheim, a félicité le GIEC pour son rôle crucial dans la diffusion des connaissances scientifiques sur le climat en vue de faciliter les réponses politiques, en faisant observer que son influence touche des citoyens de tous bords qui s'efforcent à réorienter le monde vers une voie plus durable.

Patricia Espinosa, Secrétaire exécutive de la CCNUCC, a salué le rôle moteur du GIEC dans l'adoption de la CCNUCC, du Protocole de Kyoto, du Plan d'action de Bali et de l'Accord de Paris. Elle a mis en exergue le rôle essentiel du GIEC dans l'avenir, notamment en ce qui concerne:

- l'adoption d'un « manuel de fonctionnement » efficace pour l'Accord de Paris en 2018;
- la stimulation de l'ambition, en guidant le dialogue Talanoa de 2018, le prochain cycle de contributions déterminées au niveau national (CDN), et le futur BM;
- la transformation des comportements et des modèles commerciaux; et
- l'alignement de la lutte contre les changements climatiques sur les ODD.

Frédérique Vidal, Ministre française de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, a déclaré que les travaux du GIEC obligent les décideurs à reconnaître la responsabilité qui leur incombe de faire face aux changements climatiques, et a mis l'accent sur la capacité du GIEC à universaliser la réflexion sur les changements climatiques en incorporant une variété de pays, de disciplines, de considérations relatives au genre, et de sciences.

Jean-Yves Le Drian, Ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, a annoncé le versement au GIEC d'une contribution annuelle supplémentaire d'1 million EUR par la France, et a invité les autres pays à faire de même. Il a mis l'accent sur le besoin de changements transformationnels, guidés par la science, et de liens entre le GIEC et la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) pour mieux faire connaître les causes et les conséquences du réchauffement de la planète et du déclin de la diversité biologique.

Le Président Lee a suspendu la séance plénière pour la célébration des 30 ans du GIEC.

À la reprise de la séance plénière du GIEC mercredi matin, le Président du GIEC Lee a présenté l'ordre du jour provisoire (IPCC-XLVII/Doc.1) et la proposition d'organisation des travaux,

qui ont été tous deux adoptés tels que présentés. Le Groupe a également adopté le projet de rapport de la GIEC 46 (IPCC-XLVII/Doc.5, Rev.1).

### **PROGRAMME ET BUDGET DU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DU GIEC**

**Budget pour 2018, 2019, 2020 et 2021:** Mercredi matin, le Secrétariat a présenté ce point subsidiaire de l'ordre du jour (IPCC-XLVII/Doc.2, Rev.1) comprenant le budget révisé pour l'exercice 2018, un budget proposé pour l'exercice 2019, un budget prévisionnel pour l'exercice 2020 et un budget indicatif pour l'exercice 2021. Le Président Lee a prié l'Équipe spéciale chargée des questions financières (ESF), coprésidée par Helen Plume (Nouvelle-Zélande) et Amjad Abdulla (Maldives), d'engager des discussions, entre autres sur les implications financières des projets de décisions supplémentaires à examiner par la plénière au cours de cette session.

Vendredi matin, la Coprésidente de l'ESF Plume a présenté le projet de décision accepté par l'ESF. Elle a attiré l'attention sur le texte portant sur les façons plus utiles de présenter les données financières pour en simplifier la compréhension, et a déclaré que la réunion d'experts sur la communication scientifique a été reportée de 2018 à 2020. Le Groupe a adopté la décision telle que présentée.

**Décision finale:** Dans sa décision (IPCC-XLVII-2), le Groupe, sur la base des recommandations de l'ESF, entre autres:

- approuve le budget révisé pour l'exercice 2018 et le budget proposé pour l'exercice 2019, et prend note du budget prévisionnel pour l'exercice 2020 et du budget indicatif pour l'exercice 2021;
- décide de poursuivre la préparation du budget du Fonds d'affectation spéciale du GIEC en utilisant les coûts standard, en gardant à l'esprit que les dépenses peuvent être inférieures au budget;
- accueille avec satisfaction les contributions et les annonces de contributions faites par les membres, en particulier les pays en développement, et par les organisations intergouvernementales;
- encourage les membres du GIEC à maintenir ou accroître leur soutien financier, notamment par le biais d'annonces de contributions pluriannuelles, afin de garantir la stabilité financière du GIEC;
- encourage les membres à verser de premières contributions au Fonds d'affectation spéciale du GIEC afin d'élargir la base des donateurs;
- encourage les membres à transférer les fonds dès que possible;
- exprime sa reconnaissance à l'OMM et au PNUE pour le financement par chacun, d'un poste au sein du Secrétariat; et
- exprime sa reconnaissance à la CCNUCC pour sa contribution au Fonds d'affectation spéciale du GIEC.

En outre, la décision prie le Secrétariat:

- de présenter l'état de sa situation financière et de ses résultats financiers sur la base d'une comptabilité de caisse modifiée, qui classe les dépenses par catégories d'activités et comptes naturels;
- de faire rapport sur ses efforts visant à poursuivre la réduction des coûts liés au Secrétariat, préparer une proposition relative au niveau de la réserve de trésorerie du GIEC, et faire rapport à la GIEC 49; et
- de présenter au Groupe les états des dépenses intermédiaires couvrant les six premiers mois de l'année, ainsi que la prévision des dépenses pour le reste de l'année.

**Mobilisation des ressources:** Au sujet des efforts de mobilisation des ressources pour le sixième cycle d'évaluation (IPCC-XLVII/INF.8), le Secrétaire du GIEC Abdallah Mokssit a

indiqué que 38,4 millions CHF sont nécessaires pour la période 2018-2022, et qu'en décembre 2017, 5,1 millions CHF avaient été reçus, le total des contributions annoncées mais non versées s'élevant à 271 748 CHF. Exhortant les membres à honorer leurs engagements dès que possible, il a annoncé que des contributions ont été reçues de nouveaux donateurs et de donateurs ayant repris leurs versements après une interruption de plusieurs années. Il a également mentionné des contributions supplémentaires et des annonces de contributions pluriannuelles. Il a annoncé que le nombre de pays versant des contributions est passé de 30 à 40 et que la somme des contributions est passée de 4,5 millions CHF en 2016 à près de 5,4 millions CHF en 2017 et à plus de 7 millions CHF en 2018.

Un certain nombre de pays ont ensuite annoncé de nouvelles contributions ou des contributions supplémentaires. L'Union européenne (UE) a annoncé qu'elle négocie avec ses États membres pour faire passer les contributions annuelles de 4 millions EUR à 5 millions EUR en 2019. La Norvège a annoncé qu'elle a versé une contribution de 900 000 CHF pour l'exercice 2018. La France a confirmé une contribution annuelle à hauteur d'1 million EUR pendant cinq ans. Le Luxembourg a annoncé une contribution de 15 000 EUR en 2018. Le Japon a mentionné la proposition soumise à son congrès visant une augmentation de 50% de sa contribution en 2018. La Maroc, donateur pour la première fois, a contribué à hauteur de 15 000 CHF pour l'exercice 2018 et a annoncé avoir l'intention de poursuivre ses contributions à l'avenir. La République de Corée a annoncé qu'elle apportera des contributions en nature en tant qu'hôte de la GIEC 48 et qu'elle continuera à soutenir le GIEC. La Chine a annoncé avoir l'intention d'accueillir deux réunions d'auteurs principaux en 2018 et de poursuivre l'examen d'un soutien supplémentaire.

Alors que plusieurs pays ont reconnu que les besoins financiers immédiats du GIEC sont couverts, ils ont aussi demandé la poursuite des efforts visant à garantir la stabilité financière future du Groupe. Le Groupe a pris note du document.

### **ÉQUIPE SPÉCIALE CHARGÉE DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE**

Mercredi matin, la Vice-Présidente du GIEC Thelma Krug a présenté le rapport de l'ES-Finance (IPCC-XLVII/Doc.10, Rev.1), en indiquant que des questionnaires ont été envoyés aux délégués les priant d'établir un classement des huit options de financement identifiées à la GIEC 46. Faisant observer que seules 22 réponses ont été reçues, et qu'elles étaient insuffisantes pour formuler des recommandations concrètes à la GIEC 47, elle a toutefois attiré l'attention des délégués sur les trois meilleures options ayant été identifiées, à savoir: 1) accroître les contributions volontaires versées par les gouvernements membres; 2) demander des contributions aux entités des Nations Unies et aux institutions financières internationales et régionales; et 3) solliciter des contributions volontaires et statutaires du système des Nations Unies et des contributions des institutions philanthropiques, scientifiques et de recherche.

Elle a également fait rapport sur le contact avec divers organes des Nations Unies, notamment:

- le Secrétaire général des Nations Unies, dont aucune réponse n'a été reçue;
- l'OMM, avec qui une réunion a eu lieu en février 2018;
- le PNUE, avec qui une réunion est prévue à la suite de la GIEC 47; et
- le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Fonds vert pour le climat (FVC), avec qui des réunions sont à confirmer.

Le Vice-Président du GIEC Youba Sokona a présenté le résultat d'une réunion de l'ES-Finance s'étant tenue plus tôt dans la matinée. Il a indiqué que l'équipe est convenue d'élaborer des plans de travail à court, moyen et long termes, tout en continuant à collecter des informations et recueillir des suggestions. Il a annoncé qu'aucune des options de financement n'était écartée à ce stade. L'ES-Finance est également convenue d'identifier les obstacles à la participation des pays au questionnaire et, potentiellement, d'ajouter des téléconférences aux échanges de courrier électronique.

Le Président Lee a invité les délégués à examiner le rapport de l'ES-Finance et, mentionnant le faible nombre de réponses au questionnaire reçues, il a proposé que le Groupe accepte de proroger le mandat de l'ES-Finance afin qu'elle puisse poursuivre ses travaux et présenter des recommandations concrètes à la GIEC 48. L'Allemagne, les Maldives, la Hongrie, la Belgique, le Japon, la Norvège et le Royaume-Uni ont appuyé la prorogation du mandat de l'ES-Finance.

La Belgique a proposé que l'ES-Finance se concentre principalement sur la stabilité financière à moyen et long termes, en faisant observer que cela pourrait nécessiter d'examiner le financement conjointement avec d'autres questions, telles que les produits des travaux futurs et l'alignement avec d'autres processus. La déléguée a estimé qu'un accroissement des contributions versées par les plus petits pays ou les pays en développement pourrait renforcer leur « appropriation » du processus.

La Suisse a préconisé l'adoption de l'option proposant des contributions volontaires fondées sur le barème indicatif des Nations Unies et a mis en garde contre un financement par le secteur privé. Le Vice-Président du GTI Edvin Aldrian (Indonésie) a proposé une approche avec des contributions « semi-obligatoires », en faisant observer qu'il est difficile de verser des contributions volontaires compte tenu du système budgétaire de son pays. L'Arabie saoudite s'est opposée à l'option proposant des contributions statutaires et a encouragé un contact accru avec les pays ayant versé des contributions volontaires. Le Royaume-Uni a suggéré de se rapprocher des pays qui n'ont pas apporté de contributions financières afin d'identifier les obstacles éventuels.

L'Allemagne, les Maldives, le Royaume-Uni, la Suisse, la Belgique, la Suède et l'Arabie saoudite ont exhorté l'ES-Finance à poursuivre sa coopération avec d'autres organisations des Nations Unies. La Belgique a proposé de solliciter des fonds supplémentaires du FEM et du FVC. Le Royaume-Uni a suggéré de se tourner vers l'OMM et l'Organisation mondiale de la Santé pour tirer des enseignements de leur savoir-faire en matière de collecte de fonds. La Suisse et la Belgique ont suggéré de demander à la CCNUCC de contribuer davantage en raison de son recours aux produits du GIEC. La Belgique, l'Arabie saoudite, la Suisse et les Maldives ont exprimé des préoccupations quant au manque de réponse de la part des organisations des Nations Unies. L'Arabie saoudite a proposé que les échanges avec les organes des Nations Unies aient lieu à haut niveau avec la participation directe du Président Lee et des coprésidents de l'ES-Finance.

La Coprésidente de l'ES-Finance Krug a donné un aperçu des prochaines étapes, notamment: l'envoi d'une nouvelle série de questionnaires, avec un plus long délai de réponse et des questions plus détaillées et plus soigneusement formulées; l'analyse des obstacles aux contributions; et le renforcement de la communication avec les organes des Nations Unies à des échelons supérieurs.

Le Groupe est convenu de proroger le mandat de l'ES-Finance jusqu'à la GIEC 48, lorsque seront présentées les recommandations de l'équipe. Jeudi après-midi, en réponse à une question de l'Allemagne, le Président Lee a assuré les participants

que le rapport de la GIEC 47 comprendrait l'ensemble des commentaires, conseils et suggestions ayant été formulés. Le Groupe a ensuite adopté la décision.

**Décision finale:** La décision (IPCC-XLVII-10) stipule que le GIEC:

- apprécie l'utilité des travaux menés par l'ES-Finance;
- reconnaît que bien que la situation financière du GIEC se soit améliorée pour les années à venir, un débat sur les options envisageables pour un financement durable à moyen et long termes demeure nécessaire; et
- décide de proroger le mandat de l'ES-Finance et prie celle-ci de faire rapport à la GIEC 48.

### PROGRAMME DE BOURSES DU GIEC

Mercredi, la Vice-Présidente du GIEC et Présidente du Comité scientifique du programme de bourses Ko Barrett a présenté ce point de l'ordre du jour (IPCC-XLVII/Doc.6), en annonçant un quatrième cycle de financement fructueux (2017-2019). Elle a annoncé que la Fondation Prince Albert a attribué sept bourses et la Fondation Cuomo six bourses, et que 30 étudiants ont bénéficié d'un financement.

Elle a signalé les préoccupations du Comité en ce qui concerne, entre autres:

- la nécessité de réformer le Programme de bourses en vue du renforcement de la participation des pays en développement aux activités du GIEC;
- les capacités limitées existant au sein du GIEC pour administrer le Programme de bourses et le besoin de personnel administratif spécialisé;
- le fait que l'achèvement d'un doctorat prenne plus de temps que les deux ans financés par le Programme; et
- le manque d'engagement des boursiers dans les travaux du GIEC.

La Vice-Présidente du GTI Carolina Vera (Argentine), soutenue par le Canada, l'Allemagne, le Coprésident du GTII Hans-Otto Pörtner (Allemagne), le Coprésident du GTIII Jim Skea (Royaume-Uni) et la Coprésidente du GTI Valérie Masson-Delmotte, a proposé de réaffecter les ressources du programme de bourses au financement de la participation d'étudiants en post-doctorat à la rédaction des rapports du GIEC, en tant que scientifiques contribuant aux chapitres. Vera a fait observer que dans le passé, le financement des scientifiques contribuant aux chapitres a varié considérablement, faute de processus de financement officiel établi par le GIEC. Rejointe par l'Équateur et l'Inde, elle a déclaré que la sélection des scientifiques contribuant aux chapitres devrait être transparente et ouverte, et se concentrer sur le financement de scientifiques issus de pays en développement. Pörtner a ajouté que le financement de scientifiques contribuant aux chapitres serait plus efficace que le financement de bourses de doctorat.

Le Vice-Président du GTII Andreas Fischlin (Suisse) et la Coprésidente du GTI Masson-Delmotte ont souligné que le financement ne devrait être destiné qu'aux scientifiques issus de pays en développement. Le Zimbabwe a déclaré que les scientifiques contribuant aux chapitres devraient être financés à l'aide d'autres ressources, telles que le budget pour les rapports d'évaluation, tout en rappelant que le Programme de bourses est spécifiquement destiné à diffuser et développer une meilleure connaissance des changements climatiques, ce que le financement des scientifiques contribuant aux chapitres n'accomplirait pas nécessairement.

L'Afrique du Sud, soutenue par le Tchad, la Tanzanie, le Vice-Président du GTII Fischlin et le Vice-Président du GTI Aldrian, a mis en garde contre la suppression totale du financement des étudiants en doctorat mais a exprimé son ouverture à de nouvelles affectations de ces fonds si cela peut permettre de renforcer la

participation des pays en développement. L'Inde, soutenue par le Royaume-Uni, a évoqué la possibilité de financer de courtes visites d'étudiants au sein des UAT. Le Tchad a proposé d'élargir le Programme de bourses aux étudiants en master issus de pays en développement.

Le Canada, soutenu par la Trinité-et-Tobago et le Royaume-Uni, a exprimé son ouverture à toute utilisation des fonds contribuant à développer les capacités scientifiques, et, rejoint par la Chine et le Vice-Président du GTI Aldrian, a proposé de développer des partenariats avec des établissements universitaires ou des académies de sciences afin d'améliorer la distribution des fonds ou d'aider à la gestion. Le Coprésident de l'ESACI Timothy Carter a proposé d'apporter un soutien aux scientifiques en début de carrière pour qu'ils travaillent dans les centres de diffusion des données (CDD) du GIEC.

La Norvège a demandé des informations supplémentaires sur les implications financières et s'est demandé si les scientifiques contribuant aux chapitres devraient participer aux réunions des auteurs.

Barrett a proposé une décision du Groupe visant, à court terme, à soutenir les scientifiques des pays en développement en tant que scientifiques contribuant aux chapitres, ce qui n'écarterait par la possibilité de renforcer l'efficacité de l'approche du programme de bourses. Le Président Lee a proposé que la décision porte sur le financement des candidats au doctorat et des scientifiques contribuant aux chapitres. La Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse et le Zimbabwe s'y sont opposés et ont demandé des détails supplémentaires sur la proposition.

Vendredi matin, faisant rapport à l'issue de discussions informelles, Barrett a présenté un projet de décision proposant une double approche visant à ce que le Programme de bourses soutienne à la fois des boursiers et des scientifiques contribuant aux chapitres. Elle a fait observer l'équilibre subtil du projet visant à s'assurer que le financement en faveur des scientifiques contribuant aux chapitres ne supplante pas le financement des bourses, tout en soulignant que 10 à 15 scientifiques contribuant aux chapitres pourraient potentiellement recevoir un soutien grâce à l'approche double, à savoir jusqu'au triple des quatre ou cinq actuellement soutenus par le biais du Fonds d'affectation spéciale.

La Tanzanie, la Zambie, le Tchad et le Malawi ont appuyé le maintien et le renforcement du soutien au Programme de bourses. Saint-Kitts-et-Nevis, soutenu par Cuba, les Comores, et la Trinité-et-Tobago, a proposé d'ajouter la mention des petit États insulaires en développement en tant que groupe prioritaire pour le Programme de bourses, le Costa Rica a proposé de donner la priorité aux femmes, et le Botswana a suggéré de cibler l'Afrique. Barrett a proposé d'utiliser la formulation de l'acte de fiducie du programme de bourses, qui ne mentionne que les pays les moins avancés (PMA). L'Allemagne et le Venezuela ont préconisé un libellé général et inclusif.

Le Vice-Président du GTI Noureddine Yassaa (Algérie) a proposé de tirer des enseignements des organisations observatrices du GIEC et de les impliquer dans le programme.

Le projet de décision a été révisé afin de refléter ces modifications, et a été adopté.

**Décision finale:** Dans sa décision (IPCC-XLVII-6), le Groupe exprime sa reconnaissance à la Fondation Prince Albert II de Monaco et à la Fondation Cuomo pour leur soutien financier aux dix nouvelles bourses destinées à des candidats de pays en développement au cours de la période 2017-2019, et aux donateurs qui ont apporté leur soutien au Fonds du Prix Nobel de la paix depuis sa création.

La décision reconnaît l'importance du Programme de bourses dans la poursuite du double objectif consistant à :

- attribuer des bourses à de jeunes étudiants de troisième cycle ou post doctorants issus de pays en développement, en particulier de PMA, pour mener des recherches permettant de mieux comprendre les fondements scientifiques des risques de changements climatiques d'origine anthropique, leurs impacts potentiels et les options envisageables pour l'adaptation et l'atténuation; et
- soutenir d'autres activités de renforcement des capacités dans les pays en développement, conformément à l'objectif général du programme arrêté par le GIEC.

La décision prie le Comité scientifique de continuer à donner la priorité aux bourses de troisième cycle et de post-doctorat dans les pays en développement et d'en accroître le financement, et d'étudier les moyens de renforcer le Programme de bourses, notamment en continuant à tirer des enseignements des autres programmes de bourses, des établissements universitaires, des organisations observatrices et des donateurs et à coopérer avec eux, afin d'accroître le financement accordé aux scientifiques de pays en développement et de résoudre les difficultés administratives rencontrées par le Programme de bourses jusqu'à présent.

La décision indique que le fait d'employer des scientifiques de pays en développement comme scientifiques contribuant aux chapitres du sixième cycle d'évaluation est un bon moyen de :

- renforcer leurs capacités;
- les impliquer dans les travaux du GIEC;
- leur permettre de se joindre à un réseau d'homologues pouvant appuyer leur développement professionnel; et
- faire progresser leur carrière en tant que scientifiques respectés dans leur domaine.

La décision prie donc le Comité scientifique d'envisager d'utiliser le Programme de bourses pour compléter le soutien actuel accordé aux étudiants en doctorat en couvrant les frais de déplacements et les honoraires de scientifiques de pays en développement en début de carrière, afin qu'ils assument le rôle de scientifiques contribuant aux chapitres du sixième cycle d'évaluation. La décision stipule en outre que les scientifiques contribuant aux chapitres doivent être sélectionnés selon un processus d'appel d'offres et de sélection ouvert et transparent, géré par les UAT.

### RAPPORTS D'ÉTAPE

Les rapports d'étape ont été présentés en séance plénière mercredi 14 mars.

**Rapport spécial sur un réchauffement planétaire de 1,5° C:** La Coprésidente du GTI Masson-Delmotte a présenté le rapport d'étape du RS15 (IPCC-XLVII/INF.6). Elle a indiqué que le processus d'examen de la première ébauche a reçu 12 895 commentaires de près de 500 éditeurs, et que 126 auteurs contributeurs ont été adjoints pour apporter leur aide à la deuxième ébauche, qui a reçu près de 30 000 commentaires. Elle a informé le Groupe que six auteurs principaux/éditeurs réviseurs se sont retirés et ont été remplacés, et a signalé une demande visant la tenue d'une réunion supplémentaire pour travailler sur le RID, en indiquant que cette demande sera portée à l'attention de l'ESF.

Les Philippines ont réclamé un message clair dans le RS15, notamment sur la question de savoir si l'objectif de 1,5° C est réalisable et sur les conséquences éventuelles s'il n'était pas atteint. Le Mali a proposé qu'une synthèse des observations résultant de l'examen figure dans le rapport d'étape. Masson-Delmotte a répondu qu'une grande partie des commentaires réclamait un texte plus bref, incisif, clair et ciblé et l'expression d'une certitude plus grande en ce qui concerne les affirmations.



Le Comité consultatif mondial des Amis a demandé que le RID reflète l'étendue des nouvelles recherches visant à mieux comprendre comment le comportement humain peut contribuer à lutter contre les changements climatiques.

La Fédération de Russie a déclaré que le RS15 devrait détailler les dangers d'un passage de 1,5° C à 2° C ainsi que les coûts d'une atténuation permettant de contenir la hausse de la température de la planète en dessous de 1,5° C.

Le Groupe a pris note du rapport.

**Rapport spécial sur les océans et la cryosphère dans le contexte du changement climatique:** Le Coprésident du GTII Pörtner a présenté le rapport d'étape sur le RSOCCC (IPCC-XLVII/INF.11), en indiquant que deux réunions d'auteurs principaux ont eu lieu. Il a déclaré que la première ébauche est en cours d'élaboration et qu'elle sera diffusée pour examen en mai-juin 2018. Il a signalé que tous les experts désignés n'ayant pas été sélectionnés pour contribuer au RSOCCC seront invités à collaborer en tant que réviseurs experts.

La Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO a recommandé la plus grande prudence lors de la formulation de recommandations sur la problématique de gouvernance et de gestion des océans qui évolue rapidement. Le délégué a annoncé que le RSOCCC sera utilisé lors du lancement de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques en 2021.

Le Groupe a pris note du rapport.

**Rapport spécial sur le changement climatique et les terres émergées:** Le Coprésident du GTIII P.R. Shukla a présenté le rapport d'étape sur le RSCCTE (IPCC-XLVII/INF.1), en faisant observer que la collecte des commentaires sur l'avant-projet est en cours. Il a mentionné les efforts particuliers visant à réunir des candidatures de scientifiques de pays en développement pour contribuer bénévolement aux chapitres et a indiqué que 131 candidatures ont été reçues, parmi lesquelles sept ont été retenues, à savoir une pour chaque chapitre. Il a indiqué que des travaux sont en cours en ce qui concerne la coordination entre les chapitres et la cohérence du glossaire et des scénarios. En réponse à une demande de l'UE, le calendrier de l'examen de la deuxième ébauche a été enrichi afin d'inclure les gouvernements ainsi que les experts.

Le Groupe a pris note du rapport.

**Équipe spéciale pour les inventaires nationaux de GES:** Les Coprésidents de l'ESI Eduardo Calvo et Kiyoto Tanabe ont présenté le rapport d'étape de l'ESI (IPCC-XLVII/INF.4). Le Coprésident Calvo a annoncé que l'élaboration de la Révision 2019 des Lignes directrices 2006 du GIEC est en cours, 190 experts y contribuant en tant qu'auteurs principaux chargés de la coordination (APC), auteurs principaux (AP) et éditeurs réviseurs.

Il a annoncé que la prochaine réunion des auteurs principaux élaborera une deuxième ébauche qui sera disponible pour examen par les gouvernements et les experts de juillet à septembre 2018. Il a précisé que l'ESI poursuit ses travaux de gestion, d'amélioration et de promotion de la Base de données sur les facteurs d'émission (EFDB), en collaboration avec l'Agence internationale de l'énergie, et son travail sur le Logiciel d'inventaire du GIEC.

Le Coprésident de l'ESI Tanabe a fait rapport sur:

- la sélection en cours visant à choisir les nouveaux membres du Comité éditorial de l'EFDB;
- l'évolution de l'agriculture, de la foresterie et d'autres utilisations des terres, et les agents de forçage du climat de courte durée de vie; et

- la collaboration avec la CCNUCC visant à aider les agents établissant les inventaires à comprendre et utiliser les produits de l'ESI.

Le Groupe a pris note du rapport.

**Équipe spéciale pour les données et les scénarios servant à l'analyse du climat et de ses incidences:** Le Coprésident de l'ESACI Timothy Carter a présenté un rapport d'étape sur les activités menées par l'ESACI depuis la GIEC 45 (IPCC-XLVII/INF.9). Il a exposé les progrès accomplis concernant: un nouveau groupe d'appui au CDD; la conservation des chiffres et des tableaux récapitulatifs du GIEC; les nuages de corrélation des changements climatiques du cinquième rapport d'évaluation (RE5); les orientations générales sur l'utilisation des scénarios; une fiche d'information sur la réduction d'échelle des prévisions météorologiques; et une mise à jour de la page web de l'ESACI. Le Groupe a pris note du rapport.

**Activités de communication et de sensibilisation:** Le responsable de la communication du GIEC Jonathan Lynn a présenté le rapport d'étape sur les activités de communication et de sensibilisation menées depuis la GIEC 46 et les projets pour l'année à venir (IPCC-XLVII/INF.7). Constatant que le projet de RS15 a été divulgué suite à sa distribution aux réviseurs experts en janvier 2018, il a indiqué que la déclaration de l'équipe chargée de la communication du GIEC, expliquant que le projet de rapport ne reflète pas encore l'opinion du GIEC, a réduit au minimum les conséquences négatives. Il a signalé qu'un conseiller en gestion des crises a été engagé pour aider à faire face à d'éventuelles crises dans l'avenir.

Il a attiré l'attention sur un manuel de communication à l'intention des auteurs du GIEC, qui contient des informations sur la manière de s'adresser à différents publics et de communiquer les problématiques de différentes façons. Il a également présenté le soutien supplémentaire apporté par la Fondation des Nations Unies pour faciliter la formation médiatique du GIEC.

Lynn a résumé les activités de communications menées lors de la Conférence scientifique sur les villes et les changements climatiques, et a présenté le nouveau site simplifié du GIEC.

Le Mali, soutenu par la Suisse, la Guinée et le Tchad, a proposé que l'équipe chargée de la communication remette des certificats de reconnaissance aux chargés de liaison nationaux pour leur travail assidu, afin de d'encourager un engagement renforcé et continu de leur part. Le Tchad a proposé des activités nationales visant à promouvoir et mieux faire connaître le travail du GIEC. La Tanzanie s'est proposé d'accueillir un événement pour célébrer le 30<sup>e</sup> anniversaire du GIEC.

Le Groupe a pris note du rapport.

### **RAPPORTS DES BUREAUX DES GT SUR LA SÉLECTION DES AUTEURS PRINCIPAUX CHARGÉS DE LA COORDINATION, DES AUTEURS PRINCIPAUX ET DES ÉDITEURS RÉVISEURS DU RE6**

Mercredi après-midi, le Président Lee a introduit ce point de l'ordre du jour et a présenté un rapport verbal sur le résultat de la 55<sup>e</sup> réunion du Bureau du GIEC qui s'est tenue à Genève, en Suisse, du 29 au 31 janvier 2018. Il a indiqué que les Bureaux des GT se sont réunis pour sélectionner les APC, les AP et les éditeurs réviseurs du RE6, et que les documents finaux de ces réunions ont ensuite été transmis au Bureau du GIEC qui en a pris note. Il a annoncé que le Bureau du GIEC est en outre convenu d'inclure un segment scientifique pour examiner les questions transversales de son programme, dans le but d'améliorer la coordination et la cohérence entre les produits du GIEC.

**GROUPE DE TRAVAIL I:** La Coprésidente du GTI Masson-Delmotte a présenté le rapport du Bureau du GTI sur la sélection des APC, des AP et des éditeurs réviseurs du RE6 (IPCC-XLVII/INF.5). Elle a annoncé que sur les 911 candidatures reçues, 232 APC, AP et éditeurs réviseurs ont été sélectionnés. Parmi les candidats retenus, 42% sont issus de pays en développement ou de pays à économie en transition et 27% sont des femmes, comparativement à 23% et 18% respectivement lors du cycle du RE5. Masson-Delmotte a indiqué que 8 scientifiques retenus se sont retirés et qu'un processus est en cours pour les remplacer, avec pour objectif le maintien de l'équilibre entre les régions, les compétences et les genres.

Au cours des discussions, l'Arabie saoudite, soutenue par le Mali, a réclamé un processus permettant d'augmenter le nombre d'auteurs venant de régions vulnérables sous-représentées, telles que l'Afrique, en faisant observer que le contenu des rapports précédents du GIEC reflète le déséquilibre régional existant parmi les auteurs. Masson-Delmotte a déploré le fait qu'une grande partie des offres déclinées concerne les régions sous-représentées, mais a indiqué que le nombre d'auteurs venant d'Afrique est passé à 13, par rapport à sept pour le RE5.

Le Mexique, soutenu par la Bolivie, a demandé la création d'une base de données des candidats pour chaque région et une plus grande délicatesse lors du processus de sélection pour éviter de décourager les scientifiques qui n'ont pas été retenus. Masson-Delmotte a répondu que des listes d'experts régionales pourraient être établies à l'usage des AP et des équipes de rédaction des chapitres. L'Équateur, soutenu par le Togo, a demandé une plus grande implication des chargés de liaison nationaux dans la prise de contact avec les experts et la résolution des éventuelles difficultés relatives à leur engagement. Masson-Delmotte a indiqué que l'implication des chargés de liaison devrait être débattue avec le Secrétariat.

Le Groupe a pris note du rapport.

**GROUPE DE TRAVAIL II:** Le Coprésident du GTII Pörtner a présenté le rapport du Bureau du GTII sur la sélection des APC, des AP et des éditeurs réviseurs du GTII pour le RE6 (IPCC-XLVII/INF.2). Il a indiqué que la sélection finale des auteurs comprend 260 experts de 67 pays, dont 43% viennent de pays en développement contre 41% pour le RE5, et 32% sont des femmes contre 27% pour le RE5. Pörtner a indiqué que les candidats n'ayant pas été retenus seront proposés comme auteurs contribuant aux chapitres.

Le Vice-Président du GTII Semenov a félicité le Bureau pour son examen attentif des sous-représentations lors de la sélection des auteurs, et pour son succès dans l'engagement de nouveaux auteurs, tout en insistant sur une sélection d'auteurs ayant « de réelles compétences adéquates ». Pörtner a fait observer que les chargés de liaison nationaux devraient examiner attentivement les grandes lignes des chapitres avant de désigner des candidats, et a demandé des améliorations dans ce domaine.

En réponse à une observation du Japon, Pörtner a indiqué que la liste des auteurs ne sera disponible que lorsque le processus lié aux conflits d'intérêts aura été mené à terme, et que bien que le Bureau soit responsable de la sélection des auteurs, des acteurs non gouvernementaux peuvent également désigner des auteurs.

La Pologne, soutenue par la Vice-Présidente du GTIII Diana Üрге-Vorsatz (Hongrie), a déploré la sous-représentation de l'Europe de l'Est parmi les auteurs. Pörtner a répondu qu'un auteur d'Europe de l'Est a été adjoint au RSY. En réponse à une observation du Mali, Pörtner a déclaré qu'au moins un auteur africain a été affecté à chaque chapitre traitant de l'Afrique.

Le Groupe a pris note du rapport.

**GROUPE DE TRAVAIL III:** Le Coprésident du GTIII Jim Skea a présenté le rapport du Bureau du GTIII sur la sélection des APC, des AP et des éditeurs réviseurs pour la contribution du GTIII au RE6 (IPCC-XLVII/INF.3). La sélection finale des auteurs comprend 226 auteurs de 62 pays, dont 48% viennent de pays en développement, contre 46% pour le RE5, et 31% sont des femmes, contre 18% pour le RE5.

Au cours du débat, l'initiative Future Earth a encouragé les pays à appuyer la recherche transdisciplinaire et a salué la sélection de chercheurs d'horizons non traditionnels.

L'Allemagne, soutenue par Skea, a déploré l'absence de mécanismes permettant de financer des experts et des auteurs nationaux non résidents, et a déclaré que la distinction entre pays développés et pays en développement est inappropriée pour garantir la diversité des auteurs, étant donné qu'à cet égard, le milieu scientifique et le contexte sociétal sont au moins aussi importants.

Le Groupe a pris note du rapport.

### **QUESTIONS RELATIVES AUX GRANDES LIGNES DU RE6 À EXAMINER**

Mercredi après-midi, le Président Lee a présenté ce point de l'ordre du jour, en indiquant que son inclusion a été demandée par l'Arabie saoudite. Précisant le contexte lié à la demande de sa délégation, le délégué de l'Arabie saoudite a rappelé les difficultés récurrentes rencontrées pour obtenir des visas pour les réunions du GIEC, en faisant observer qu'à la GIEC 46 à Montréal, certains experts de la délégation n'ont pas été en mesure d'obtenir un visa et que leurs vues sur les grandes lignes du RE6 n'ont par conséquent pas pu être prises en compte. Il a rappelé la déclaration de sa délégation à la GIEC 46, selon laquelle elle se réservait le droit de revenir aux grandes lignes. Il s'est dit préoccupé par certains concepts et termes utilisés dans le chapitre 15 du GTIII, en particulier en ce qui concerne le financement et l'investissement pour le climat, et a estimé que le langage employé est directif, ce qui est contraire à la procédure du GIEC. Il a proposé de rouvrir le débat sur le chapitre.

Le Coprésident du GTIII Skea a rappelé qu'un certain temps a été consacré au débat sur les grandes lignes de ce chapitre, et a indiqué que le Bureau du GTIII estime que les grandes lignes ne contiennent pas de formulation par nature directive. Il a suggéré que les orientations concernées à l'intention des auteurs (WG-III:13th/INF.1) pourraient être révisées afin de prendre en compte les préoccupations de l'Arabie saoudite.

Les États-Unis ont indiqué qu'ils ne considèrent pas le texte comme directif et, soutenus par la Suisse, ont déclaré que le chapitre expose les éléments empiriques de questions globalement liées au financement et à l'investissement et qu'il vise à examiner la documentation pertinente d'une manière conforme à la procédure du GIEC.

Le Président du GIEC Lee a proposé que l'Arabie saoudite et les Coprésidents du GTIII se concertent pour résoudre cette question.

Mercredi après-midi, le Coprésident du GTIII Skea a signalé trois modifications apportées au texte des orientations à l'intention des auteurs du chapitre 15 du GTIII sur l'investissement et le financement, comme convenu lors des consultations informelles, à savoir que:

- le chapitre portera sur les scénarios et les besoins d'investissements et d'apports financiers liés aux voies d'atténuation;

- la discussion portera sur les synergies et les contreparties entre le financement de l'atténuation et de l'adaptation et les priorités en matière de développement durable, en particulier dans les pays en développement; et
- lors de l'interprétation des points ayant trait au chapitre 15, les auteurs devront veiller à employer la terminologie de façon neutre et non directive, en reflétant l'emploi scientifique des termes de la documentation de base, y compris toute documentation grise citée.

Le Groupe a accepté ces modifications.

#### **ADMISSION DES ORGANISATIONS OBSERVATRICES**

Jeudi, en présentant ce point de l'ordre du jour (IPCC-XLVII/Doc.3), le Secrétariat a annoncé que sept organisations ont demandé le statut d'observateur depuis la GIEC 46. La décision visant l'admission de ces sept organisations observatrices a été adoptée sans commentaire.

**Décision finale:** La décision (IPCC-XLVII-3) stipule que la GIEC 47 décide d'accorder le statut d'observateur aux organisations suivantes, conformément aux Politiques et procédures appliquées par le GIEC pour l'octroi du statut d'observateur à des organisations:

- l'Institut interaméricain de recherche sur les changements planétaires;
- l'Union géodésique et géophysique internationale;
- l'Université Rutgers;
- SouthSouthNorth Projects Africa;
- Oasis;
- le Programme de recherche et développement sur les gaz à effet de serre de l'Agence internationale de l'énergie; et
- le Partenariat interacadémies.

#### **RAPPORT DU COMITÉ CHARGÉ DES CONFLITS D'INTÉRÊTS**

Jeudi 15 mars, le Vice-Président du GIEC Youba Sokona a présenté un rapport verbal sur les activités du Comité chargé des conflits d'intérêts depuis la GIEC 46, en indiquant que des mises à jours ont été reçues de 47 membres et qu'elles ont été jugées acceptables. Le Groupe a pris note du rapport.

#### **RAPPORT DE L'ÉQUIPE SPÉCIALE CHARGÉE DE L'AVENIR DE L'ÉQUIPE SPÉCIALE POUR LES DONNÉES ET LES SCÉNARIOS SERVANT À L'ANALYSE DU CLIMAT ET DE SES INCIDENCES (ES-ESACI)**

Jeudi, le Coprésident de l'ES-ESACI Aldrian (Indonésie) a présenté le rapport de l'ES-ESACI (IPCC-XLVII/Doc.9), comprenant un nouveau projet de mandat pour l'Équipe spéciale et un projet d'orientations pour le CDD correspondant.

En détaillant les résultats des travaux de l'Équipe spéciale, le Coprésident de l'ES-ESACI Andreas Fischlin (Suisse) a précisé, entre autres, que des problèmes demeurent en ce qui concerne une vision à plus long terme, notamment:

- l'intensité de d'utilisation des ressources nécessaire au stockage et à la modélisation;
- la dépendance de l'ESACI à l'égard des pays, des organisations et des services externes, qui suscite des questions sur le contrôle des données;
- le nombre croissant de tâches accomplies par l'ESACI qui ne peuvent pas être pleinement intégrées aux travaux des GT du GIEC; et
- le statut juridique indéterminé de l'ESACI et du CDD.

Il a présenté deux options pour l'avenir à envisager par le Groupe, à savoir: une restriction des activités de l'ESACI et du CDD pour se concentrer sur les évaluations du GIEC; ou l'offre de services climatologiques à plus grande échelle, ce

qui renforcerait les capacités des pays en développement et leur apporterait des avantages mais nécessiterait des ressources supplémentaires.

Une réunion à composition non limitée de l'ES-ESACI s'est tenue jeudi lors du déjeuner pour poursuivre l'examen de ces questions et affiner le rapport de l'équipe.

Vendredi matin, le Coprésident de l'ES-ESACI Aldrian a présenté le projet de texte révisé. Le Coprésident Fischlin a mis en exergue les modifications apportées au projet de mandat et aux orientations relatives au CDD au cours de la réunion à composition non limitée, en constatant que pour ces deux documents, l'ES-ESACI a choisi un ensemble de responsabilités plus restreint, selon la première option. En ce qui concerne le mandat de l'ESACI, il a en outre mis l'accent sur les amendements reflétant que:

- le programme de travail de l'Équipe spéciale doit être examiné par le Bureau du GIEC et sera présenté au Groupe pour approbation;
- l'approbation du programme de travail dépend de la disponibilité de fonds; et
- l'Équipe spéciale est sous la responsabilité du Bureau et fait rapport au Groupe par l'intermédiaire du Bureau du GIEC.

En ce qui concerne les orientations relatives au CDD, il a fait observer que le CDD collaborera, selon ce qu'il convient, avec d'autres centres de données, et contribuera à une structure durable permettant de fournir des données et des informations, ce qui devrait être utile aux échelons régionaux.

Il a annoncé que l'équipe est convenue de renommer l'ESACI « Équipe spéciale pour les données servant aux évaluations des changements climatiques » (ES-Données), et d'adopter le nouveau mandat de l'ES-Données et les orientations relatives au CDD.

Au cours du débat, les Philippines ont vivement recommandé d'examiner l'accessibilité des données sur le climat. Le Vice-Président du GTII Taha Zatari (Arabie saoudite) a demandé un libellé sur la manière dont les pays en développement pourront tirer profit de l'ES-Données. En réponse à une question de la Zambie, le Co-président Aldrian a déclaré que selon les principes du GIEC, les équipes spéciales relèvent de l'autorité du Bureau. L'Allemagne a demandé des éclaircissements sur le statut juridique du CDD. Rejointe par le Mali et le Royaume-Uni, l'Allemagne a également mis l'accent sur le manque de ressources durables pour le CDD et sur la nécessité de rechercher un financement supplémentaire.

À l'issue de consultations informelles supplémentaires, un libellé a été ajouté pour indiquer que les contributions en nature actuellement destinées au CDD sont insuffisantes pour exécuter intégralement ses activités. Les participants sont également convenus d'inclure un libellé concernant le besoin de ressources supplémentaires.

La décision a ensuite été adoptée.

**Décision finale:** Dans la décision finale (IPCC-XLVII-9), la GIEC 47:

- prend note des travaux de l'ES-ESACI;
- renomme l'ESACI qui devient ES-Données;
- adopte un nouveau mandat pour l'ES-Données;
- adopte les orientations relatives au CDD;
- prend note du fait que les contributions en nature actuellement destinées au CDD sont insuffisantes pour exécuter intégralement ses activités et que ces contributions ne constituent pas des engagements à long terme; et

- prie le Secrétariat de collaborer avec le Bureau du GIEC pour rechercher des possibilités de financement supplémentaires et plus durables.

L'Annexe 1 à la décision présente le nouveau mandat de l'ES-Données et l'Annexe 2 contient les orientations relatives aux fonctions principales du CDD.

### **ALIGNER LES TRAVAUX DU GIEC ET LES BESOINS DU BILAN MONDIAL DANS LE CADRE DE L'ACCORD DE PARIS**

Jeudi, le Président du GIEC Lee a présenté ce point de l'ordre de jour (IPCC-XLVII/Doc.8) et a invité les participants à prendre une décision sur le mandat d'une équipe spéciale chargée de l'alignement des travaux du GIEC avec les besoins du BM.

Le Secrétariat du GIEC a indiqué que les contributions des gouvernements sont jointes au document et constituent la base du mandat proposé pour l'équipe, qui comprend entre autres:

- la préparation d'un rapport sur les options envisageables pour aligner les travaux du GIEC avec le BM en prenant en compte les répercussions sur le budget et les procédures du GIEC;
- la poursuite des travaux de l'équipe spéciale jusqu'en 2020;
- l'ouverture de l'équipe à tous les gouvernements, y compris les membres du Bureau;
- la limitation du nombre de membres à une vingtaine;
- la tenue de réunions lors des sessions plénières, les travaux intersessions étant effectués par courrier électronique et téléconférences; et
- un compte-rendu sur les progrès de l'équipe à la GIEC 48.

L'Arabie saoudite, rejointe par la Chine, le Vice-Président du GTII Zatari, le Ghana, l'Iran, l'Afrique du Sud et le Pakistan, a déconseillé, entre autres:

- de modifier les procédures du GIEC uniquement pour s'aligner sur les cycles quinquennaux du BM;
- de préjuger des besoins de la CCNUCC; et
- d'imposer des charges techniques et financières supplémentaires aux pays en développement.

L'Afrique du Sud a vivement recommandé d'envisager une approche hybride permettant au GIEC de rester pertinent pour les processus de la CCNUCC tout en maintenant la qualité de ses produits. La Chine a déclaré que la réduction de la durée des cycles d'évaluation du GIEC pourrait compromettre la qualité.

Le Vice-Président du GTII Semenov a mis en garde contre une modification hâtive des procédures du GIEC avant la réception d'une demande officielle de la CCNUCC. L'Allemagne, soutenue par la Belgique, le Luxembourg et la Pologne, a déclaré que le GIEC n'a pas besoin d'attendre une demande de la CCNUCC. L'Arabie saoudite s'est demandé si la création de cette équipe spéciale est conforme au mandat du GIEC.

De nombreux pays, dont la Jamaïque, les Philippines, l'Irlande, le Sénégal, l'Autriche, la Trinité-et-Tobago, les Maldives, la Hongrie, le Tchad, l'Australie, le Soudan, le Luxembourg, la Suisse et le Canada, ont appuyé l'équipe spéciale, en mentionnant le rôle essentiel que joue le GIEC pour soutenir la CCNUCC. Les Philippines ont préconisé de définir les défis financiers et d'envisager l'élaboration d'un rapport spécial sur le BM. Le Japon a demandé un examen des implications budgétaires et non budgétaires.

L'Arabie saoudite, la Chine, le Ghana, l'Autriche, l'Allemagne, la Belgique, le Sénégal, la Vice-Présidente du GTIII Üрге-Vorsatz, la Trinité-et-Tobago et d'autres délégués se sont opposés à la restriction de l'équipe à 20 membres. Le Mexique, soutenu par le Royaume Uni, a averti que la constitution d'une équipe plus large pourrait en compromettre l'efficacité.

La Norvège a déclaré que la plénière devrait envoyer un message clair à la CCNUCC affirmant que le GIEC est prêt à fournir des informations pertinentes et opportunes pour le BM, et que les membres du Bureau devraient être consultés en tant que conseillers et non en tant que membres de l'équipe spéciale. Le Royaume-Uni, soutenu par la Belgique, a réclamé un processus piloté par les pays et alimenté par les contributions du Bureau et des UAT, en tant que conseillers et non en tant que membres. Le Vice-Président du GTIII Andy Reisinger, rejoint par la Vice-Présidente du GTIII Üрге-Vorsatz, le Vice-Président du GTI Yassaa et la Hongrie, a demandé que les membres du Bureau du GIEC apportent des contributions régulières à l'équipe spéciale en tant que membres. La Coprésidente du GTI Masson-Delmotte a déclaré que les membres du Bureau pourraient fournir des renseignements profitables sur l'avenir du GIEC et les besoins du BM.

Les États-Unis, soutenus par la Suisse, ont fait observer que:

- les rapports du GIEC ont un public plus large que la CCNUCC;
- les raccourcis compromettant la qualité des produits du GIEC doivent être évités;
- l'expérience acquise lors du dialogue Talanoa de 2018 et du BM de 2023 devrait guider les efforts d'alignement; et
- la formulation de recommandations avant 2019 serait prématurée.

L'Australie a plaidé pour que l'équipe spéciale entame ses travaux à l'issue du résultat du dialogue Talanoa. D'autres pays, dont l'Irlande, ont vivement recommandé que les travaux commencent immédiatement, compte tenu du programme chargé qui s'annonce. Le Vice-Président du GTII Fischlin a ajouté que l'équipe spéciale devrait examiner attentivement le rôle du GIEC dans les processus plus larges tels que l'évaluation de l'objectif mondial au titre de l'Accord de Paris et les dialogues sur la recherche. Le Canada a recommandé que le mandat reconnaisse clairement que les produits du GIEC répondent aussi à d'autres objectifs et s'adressent à d'autres publics que la CCNUCC.

La Coprésidente du GTI Masson-Delmotte a indiqué que les membres du GT se penchent déjà sur la question de savoir si le modèle actuel du GIEC est adapté aux besoins ou si de nouvelles approches hybrides et novatrices sont nécessaires pour les évaluations scientifiques, telles que des rapports supplémentaires qui réexaminent les principales conclusions des rapports précédents, et des synthèses courtes et précises de la documentation récente.

Singapour, la Trinité-et-Tobago et le Vice-Président du GTII Semenov ont fait observer que les modalités du BM font encore l'objet de négociations, la Trinité-et-Tobago déclarant que l'équipe spéciale doit rester flexible jusqu'à leur parachèvement.

Le Groupe est convenu de créer un groupe de contact à composition non limitée chargé d'examiner le mandat de l'équipe spéciale.

Le groupe de contact, coprésidé par Éric Brun (France) et María Amparo Martínez Arroyo (Mexique) s'est réuni jeudi après-midi et vendredi matin et les discussions ont porté sur le nom de l'équipe, son objectif et son mandat.

Vendredi après-midi, le Président du GIEC Lee a présenté le mandat et le Groupe l'a adopté; et plus de 60 membres de gouvernements ont exprimé leur volonté de participer à l'équipe spéciale.

Le Président Lee a ensuite invité les membres à examiner le projet de décision sur le mandat de l'équipe spéciale. Il a indiqué que le groupe de contact a proposé que l'équipe spéciale se

nomme « Équipe spéciale chargée de l'organisation des futurs travaux du GIEC dans le cadre du BM ». Le Luxembourg a proposé l'ajout d'un point stipulant que l'équipe spéciale a été créée à la GIEC 46 à Montréal. Le Pakistan et l'Arabie saoudite ont proposé de modifier le titre de la décision et du point de l'ordre du jour pour refléter le nouveau nom de l'équipe spéciale. La Nouvelle-Zélande, la Norvège et la Vice-Présidente du GIEC Barrett, appuyées par le Secrétariat, ont indiqué que les titres des décisions doivent suivre ceux des points de l'ordre du jour, ces derniers ne pouvant être modifiés à ce stade. Afin de prendre en compte les préoccupations de l'Arabie saoudite et du Pakistan, une phrase supplémentaire a été ajoutée, stipulant qu'à partir de la session prochaine, le point de l'ordre du jour se nommera: « Organisation des futurs travaux du GIEC dans le cadre du bilan mondial ».

**Décision finale:** Dans sa décision (IPCC-XLVII-8), le Groupe décide:

- d'adopter le mandat de l'équipe spéciale;
- de renommer celle-ci « Équipe spéciale chargée de l'organisation des futurs travaux du GIEC dans le cadre du BM »;
- que l'équipe doit opérer avec les ressources dont dispose le GIEC; et
- qu'à partir de la prochaine session, le titre du point de l'ordre du jour sera modifié pour correspondre au nom de l'équipe spéciale.

Le mandat, joint en annexe de la décision, précise que l'équipe spéciale, coprésidée par la France et le Mexique, entre autres:

- identifiera les questions et les options à examiner par le Groupe concernant l'organisation, y compris le calendrier, des futurs travaux du GIEC, notamment en ce qui concerne le septième cycle d'évaluation, en tenant compte des besoins du BM, et plus généralement de la CCNUCC, en matière de données scientifiques, ainsi que des publics et objectifs que servent les évaluations du GIEC, conformément aux principes régissant les travaux du GIEC et selon le rythme de progression des connaissances relatives aux divers aspects des changements climatiques;
- examinera les avantages et les inconvénients des différentes options, notamment la qualité des rapports et les implications pour le fonctionnement, le financement, le budget et les contributions de la communauté des chercheurs, en veillant au maintien de l'intégrité scientifique et de l'indépendance du GIEC, ainsi qu'à la fiabilité, à l'étendue et à la consistance de ses produits;
- entamera ses travaux suite à l'adoption de son mandat et livrera les conclusions de ses travaux à temps pour la première séance plénière de 2020;
- mènera ses travaux entre les séances plénières, entre autres par courrier électronique et téléconférences, avec la possibilité d'organiser des réunions physiques si nécessaire, tout en veillant à la participation de tous;
- tiendra des réunions physiques lors des sessions plénières, à partir de la GIEC 49;
- respectera les procédures du GIEC et veillera à la transparence et à l'inclusion; et
- sera ouverte à tous les membres du GIEC, et sera conseillée par les membres du Bureau et les représentants des UAT.

## GENRE

Jeudi, la Secrétaire adjointe du GIEC Kerstin Stendahl a présenté ce point de l'ordre du jour (IPCC-XLVII/Doc.7), en exposant l'intérêt croissant pour cette question et les mesures adoptées dans diverses organisations, et a proposé une décision du GIEC visant à créer une équipe spéciale chargée d'améliorer l'équilibre entre les genres au sein du GIEC. La Suède a fait observer que les objectifs de l'équipe spéciale doivent être clairs, ambitieux et concrets. Le Royaume-Uni, le Luxembourg,

les États-Unis et la Suisse ont réclamé un mandat spécifique qui estime les implications financières des activités de l'équipe spéciale.

La Vice-Présidente du GTI Vera, soutenue par le Venezuela, a appelé le GIEC à veiller à la nomination d'un plus grand nombre de femmes venant de pays en développement. La Vice-Présidente du GTIII Üрге-Vorsatz a fait observer qu'un déséquilibre important entre les genres persiste au sein des structures du GIEC, y compris parmi les bureaux et les APC.

Le Canada, soutenu par la Norvège, a demandé l'équité du traitement des genres au sein du GIEC, et pas seulement un équilibre entre les genres, ainsi qu'un rapport sur la manifestation relative au genre qui a eu lieu à la GIEC 46. Rejoint par la Norvège, le Kenya et le Luxembourg, le Canada a recommandé l'examen des mesures relatives au genre adoptées par d'autres organisations comme la CCNUCC et l'OMM. Le Bénin, soutenu par la Tanzanie, a déclaré que lorsque les femmes sont impliquées et apportent leurs idées et leurs solutions, les organisations obtiennent de meilleurs résultats.

Un groupe de contact a été créé pour poursuivre l'examen de ce point de l'ordre du jour et préparer une décision.

Vendredi, la facilitatrice du groupe de contact Christiane Textor (Allemagne) a présenté le projet de décision du groupe de contact sur le genre à la plénière. La Norvège, soutenue par la Vice-Présidente du GIEC Barrett, le Vice-Président du GTII Zatari, la Vice-Présidente du GTI Vera, le Luxembourg, la Belgique, le Venezuela et le Soudan, a suggéré d'élargir l'examen du genre pour aller au-delà de l'équilibre entre les genres. Zatari a mis l'accent sur les difficultés rencontrées par les femmes des pays en développement. Le Venezuela, soutenu par le Sénégal, a demandé des mesures d'incitation permettant de renforcer la participation des femmes dans les petites délégations. La Vice-Présidente du GIEC Barrett a demandé comment les candidatures du Bureau devraient être proposées et si cette question devrait figurer dans la décision ou dans le mandat de l'équipe spéciale.

La décision a été adoptée suite à l'ajout d'un libellé indiquant que l'équipe spéciale abordera les problématiques relatives au genre, et pas seulement l'équilibre entre les genres.

**Décision finale:** Dans la décision finale (IPCC-XLVII-7), le GIEC décide de créer une équipe spéciale destinée à élaborer un cadre comprenant des objectifs et des mesures pour améliorer l'équilibre entre les genres et aborder les problématiques relatives au genre au sein du GIEC. L'équipe est ouverte aux membres du GIEC, aux membres du Bureau et au personnel des UAT; et lors de sa première réunion, elle sélectionnera deux co-présidents, dont l'un devra être une femme.

La décision stipule que l'équipe:

- préparera un rapport sur l'équilibre entre les genres et les problématiques relatives au genre dans le cadre du GIEC;
- sollicitera des contributions des membres du GIEC et des organisations observatrices sur les politiques et stratégies nationales et internationales pertinentes qui portent sur le genre;
- consultera d'autres organisations compétentes;
- proposera des recommandations en vue d'actions futures;
- travaillera par voie électronique et au cours de réunions physiques organisées lors des séances plénières du GIEC; et
- présentera le rapport contenant ses recommandations à la GIEC 49.

## EXAMEN DES PRINCIPES RÉGISSANT LES TRAVAUX DU GIEC

Le Secrétariat a annoncé oralement que bien qu'un examen des principes régissant le GIEC soit requis tous les cinq ans, dans la pratique, les principes sont examinés lorsque cela est nécessaire. Le délégué a indiqué qu'un nouvel examen devra être envisagé lorsqu'un besoin sera porté à l'attention du Groupe. Le Groupe a pris note de la présentation.

## **PARTICIPATION DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT AUX ACTIVITÉS DU GIEC**

Jeudi, le Secrétariat du GIEC a présenté ce point de l'ordre du jour (IPCC-XLVII/Doc.4), en indiquant qu'une évaluation de la séance d'information organisée pour les pays en développement en amont de la GIEC 45 figure dans le document, afin d'éclairer la décision sur l'opportunité de poursuivre ces séances d'information.

Au cours du débat, de nombreux pays, dont le Swaziland, le Kenya, l'Afrique du Sud, les Bahamas, l'Allemagne, le Canada, l'Éthiopie, l'Australie, Maurice, la Bolivie et le Soudan du Sud, ont plaidé pour l'organisation de séances d'information avant les séances plénières. L'Allemagne, l'Afrique du Sud, la Norvège et d'autres délégués ont proposé des moyens d'améliorer les séances d'information et de les rendre peu coûteuses.

Le Mali, la Bolivie, l'Ukraine, le Vice-Président du GIEC Sokona, le Coprésident de l'ESI Calvo et d'autres délégués ont mis l'accent sur les problèmes rencontrés pour obtenir des visas à temps pour participer aux réunions. L'Arabie saoudite, soutenue par les Bahamas, a fait remarquer que la participation des pays en développement à ces réunions est entravée par les dispositions concernant les voyages et les visas et, rejointe par l'Inde, a proposé un équilibre entre les participants des pays développés et des pays en développement aux réunions importantes, telles que les sessions d'approbation et de cadrage. L'Allemagne a plaidé pour des dispositions spéciales permettant aux représentants de pays en développement de participer aux séances prolongées.

Les Pays-Bas ont annoncé un programme de formation en ligne, financé par le programme Future Climate for Africa, qui vise à améliorer la participation des pays africains.

Le Secrétaire du GIEC Mokssit a évoqué les efforts déployés par le Secrétariat concernant les dispositions relatives aux visas, notamment une demande spécifique de soutien à la délivrance des visas dans les lettres d'accord avec les gouvernements accueillant les réunions du GIEC. Il a fait observer que la facilitation de la participation des représentants de pays en développement aux séances prolongées a des implications financières, et a réclamé au Groupe des instructions à ce sujet.

Vendredi matin, le Secrétariat a présenté la décision et le Groupe l'a adoptée sans modification.

**Décision finale:** Dans sa décision (IPCC-XLVII-4), le Groupe prend note de l'appui aux séances d'information précédant les séances plénières ainsi que des propositions d'amélioration, et recommande que le Secrétariat continue à organiser ces séances en contenant les coûts, de préférence sans services d'interprétation. La décision précise que les séances d'information seront ouvertes à tous les délégués inscrits et seront régulièrement évaluées pour améliorer leur utilité et leur efficacité.

La décision prie en outre le Secrétariat:

- de poursuivre ses efforts visant à faciliter l'obtention de visas d'entrée pour les délégués participant aux réunions du GIEC; et
- d'étudier les moyens de prolonger le séjour des délégués financés par le Fonds d'affectation spéciale du GIEC lors des sessions d'approbation des rapports du GIEC.

## **QUESTIONS RELATIVES À LA CCNUCC ET À D'AUTRES ORGANES INTERNATIONAUX**

Jeudi, le Secrétariat de la CCNUCC a informé le Groupe des activités menées par la CCNUCC depuis la GIEC 46 et des activités à venir qui bénéficieraient d'un engagement du GIEC (IPCC-XLVII/INF.10) et le délégué a salué la collaboration entre le GIEC et la CCNUCC, qui selon lui a contribué à l'adoption de l'Accord de Paris. Il a signalé les discussions menées par le Groupe de travail conjoint de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) de la CCNUCC et du GIEC, qui s'est réuni à la CdP 23 à la CCNUCC, et une proposition de séminaire conjoint pour débattre de la collaboration en vue du BM.

L'Inde a réclamé des liens et des synergies productifs entre le GIEC et d'autres organisations, y compris la Convention sur la diversité biologique et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, compte tenu notamment des sujets traités par le RSOCCC et le RSCCTE.

La Norvège, contrée par l'Arabie saoudite, a demandé que le Secrétariat de la CCNUCC fournisse, à la GIEC 48, des informations sur les décisions de la CCNUCC traitant de la manière dont les produits du GIEC seront utilisés pour le BM. Le Président Lee a sollicité des contributions sur la question en amont de la prochaine réunion du Groupe de travail conjoint SBSTA-GIEC, prévue à Bonn, en Allemagne, en mai 2018. La plénière a pris note des informations présentées.

## **QUESTIONS DIVERSES**

Le Secrétariat a présenté ce point de l'ordre du jour vendredi après-midi. La Coprésidente du GTI Masson-Delmotte a attiré l'attention des participants sur la prochaine réunion d'experts portant sur l'évaluation des informations climatologiques pour les régions, prévue du 16 au 18 mai 2018, à Trieste, en Italie. Elle a indiqué que la réunion devrait faire progresser les travaux portant, entre autres, sur le glossaire, les recommandations à l'intention des auteurs et l'atlas régional.

L'Ukraine a remercié le Directeur de la communication du GIEC Jonathan Lynn pour l'aide qu'il a apportée à l'organisation de trois manifestations de communication fructueuses l'année dernière à Kiev, en faisant observer que l'aide du GIEC a permis d'adapter ces manifestations à leur public spécifique.

La Vice-Présidente du GTIII Üрге-Vorsatz a informé les participants que le rapport de la Conférence scientifique sur les villes et les changements climatiques sera présenté à la GIEC 48.

## **LIEU ET DATE DE LA GIEC 48**

Le Secrétaire du GIEC Mokssit a annoncé que la GIEC 48 se tiendra la première semaine d'octobre 2018, à Incheon, en République de Corée. La République de Corée s'est dite honorée d'accueillir la GIEC 48. Le Japon a annoncé qu'il accueillera la GIEC 49 à Kyoto. Le Royaume-Uni a vivement recommandé de prévoir suffisamment de temps pour l'obtention des visas avant ces deux réunions.

## **CLÔTURE DE LA SESSION**

Dans ses remarques de clôture, le Président du GIEC Lee a remercié le Gouvernement de la France d'avoir accueilli la GIEC 47 et la célébration des 30 ans du Groupe. Il a indiqué que le GIEC poursuivra les travaux visant à améliorer sa santé financière et à renforcer la pertinence politique de ses produits pour les parties concernées qui ont besoin de données scientifiques sur le climat. Il a fait observer que cette année est une année de célébration mais aussi d'action, la sélection des équipes d'auteurs du RE6 étant terminée et l'achèvement du RS15 étant prévu plus tard dans l'année. Il a clos la session vers 16h40.

## **BRÈVE ANALYSE DE LA GIEC 47**

Il y a trente ans, l'Assemblée générale des Nations Unies créait le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. À l'époque, en 1988, personne ne savait vraiment comment cet organe scientifique intergouvernemental évoluerait. À l'ouverture de la GIEC 47 à Paris, le moment était venu de revenir sur le passé et de se tourner vers l'avenir alors que le Gouvernement de la France accueillait la célébration des 30 ans du Groupe.

Après une journée de célébration, la GIEC 47 a entamé ses travaux. La réunion a été plus modeste que celles où les évaluations ou les rapports spéciaux ont été approuvés; néanmoins, les délégués y ont pris un certain nombre de décisions importantes. De nombreux délégués ont fait observer que cette réunion représentait le « calme entre les tempêtes »: la GIEC 46 a été si occupée par l'approbation des grandes lignes des chapitres

du sixième rapport d'évaluation (RE6) que le temps a manqué pour examiner de nombreux autres points de l'ordre du jour, et la GIEC 48 devrait être exigeante puisqu'elle devra approuver le Rapport spécial sur un réchauffement planétaire de 1,5° C.

La brève analyse qui suit offre un aperçu des célébrations et de la GIEC 47, met en exergue certains résultats parmi les plus marquants sur le genre et l'alignement avec les bilans mondiaux prévus dans le cadre de l'Accord de Paris, et recense les questions susceptibles de constituer des défis pour le Groupe dans un avenir prévisible.

### JOYEUX ANNIVERSAIRE

Au cours de la célébration des 30 ans du GIEC, les intervenants ont retracé l'évolution du Groupe, d'une voix scientifique discrète à un partenaire confiant, fiable et essentiel dans la lutte contre les changements climatiques. La description des fonctions du GIEC n'a jamais été simple: on demandait un organe scientifique qui, face à la résistance politique généralisée, soit capable de convaincre le monde qu'il est confronté à une crise existentielle et de mettre en lumière les voies à suivre pour l'éviter.

Des délégués ont mentionné le rôle catalyseur essentiel que le Groupe a joué avant chaque accord important sur le climat, de l'adoption de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) elle-même en 1992 (deux ans après le premier rapport d'évaluation du GIEC) au Protocole de Kyoto en 1997 (deux ans après le deuxième rapport d'évaluation) et à l'Accord de Paris (un an après le cinquième rapport d'évaluation). Les intervenants ont présenté le GIEC comme le premier et unique modèle d'organisation dans le monde qui offre une interface science-politique prospère et un bel exemple de coopération internationale face à un ennemi commun. Les intervenants ont également évoqué les avancées de la science du climat motivées par le GIEC, notamment les améliorations apportées à la modélisation, aux bases de données et à l'accessibilité des données. Après qu'il a reçu le Prix Nobel de la paix en 2007 pour ses efforts, certains ont déclaré que la visibilité et l'envergure du GIEC ont été accrues, l'exposant davantage aux éloges comme aux critiques.

Le 30<sup>e</sup> anniversaire a en outre été l'occasion de faire une introspection. Alors que les intervenants évoquaient le paradoxe existant entre le vif dynamisme qui a succédé à la création du GIEC, lorsque que le monde a réagi à son « alerte » climatique, et l'absence de progrès satisfaisants 30 ans plus tard, ils se sont demandé si le GIEC a communiqué son message avec suffisamment de force. Les décideurs auraient-ils réagi avec plus de fermeté si le GIEC avait communiqué de manière plus efficace dès le début? Le GIEC a été accusé de pécher par excès de prudence dans le passé, certains faisant remarquer qu'il doit encore améliorer ses messages et communiquer efficacement ses conclusions. D'autres se sont demandés si la tâche du GIEC, qui consiste à s'attaquer à un « monstre » de complexité devenu impossible à gérer, est devenue trop lourde.

### RETOUR À LA RÉALITÉ

Au cours de la célébration de l'anniversaire, le Président de la CdP 21 à la CCNUCC Laurent Fabius et l'ancienne ambassadrice française chargée des négociations sur le changement climatique Laurence Tubiana ont exhorté le GIEC à travailler avec détermination à l'harmonisation de ses processus avec ceux de la CCNUCC. Fabius a demandé de systématiquement publier les rapports avant les CdP pour faire pression sur les gouvernements en influençant l'opinion publique. Toutefois, alors que s'engageaient les discussions officielles du GIEC, il est apparu impossible de tenir compte de l'ensemble de ces conseils

car, malgré tout, le GIEC ne fonctionne pas *sans politique*. Ses décisions, comme ses rapports, sont soumis à l'approbation de représentants politiques.

Au cours de la GIEC 47, il est apparu clairement que l'harmonisation avec les cycles politiques ne sera pas facile à réaliser lorsque la question de l'alignement des travaux du GIEC sur les besoins du bilan mondial (BM) de la CCNUCC a été examinée. Bien qu'un accord ait été trouvé à la GIEC 46 pour la mise en place d'une équipe spéciale chargée d'examiner cette question, plusieurs délégués se sont opposés à l'idée même d'un alignement, affirmant que le GIEC est indépendant et ne devrait pas modifier ses procédures uniquement pour la CCNUCC, et certainement pas avant que la CCNUCC n'ait officiellement demandé qu'il le fasse.

D'autres ont estimé que l'équipe spéciale devait être mise en place précisément *parce que* le GIEC est indépendant et a le pouvoir et la responsabilité d'agir sans demande officielle de la CCNUCC. Les différends n'ont été résolus qu'en modifiant l'objectif de l'équipe spéciale, qui consiste à examiner les travaux futurs du GIEC « dans le cadre » du BM plutôt qu'en « s'alignant » sur le BM.

C'est là que se trouve une certaine crise identitaire, ainsi que l'ont formulé des délégués. Le rôle principal du GIEC est-il de guider les négociations de la CCNUCC? Il est évident que le GIEC a également un rôle très important à jouer pour influencer l'opinion publique. Cependant, dans quelle mesure l'harmonisation avec la CCNUCC est-elle un objectif premier? La réponse à ces questions n'a pas été claire. Alors que des gouvernements étaient préoccupés par le fait que l'harmonisation donne lieu à des cycles plus courts pour les rapports d'évaluation pouvant affecter l'intégrité et la qualité des rapports, le raccourcissement des cycles n'est pas encore acquis et n'a même pas fait l'objet de négociations à la GIEC 47.

Tandis que de nombreux délégués ont mis l'accent sur les possibilités et les avantages liés à un renforcement de l'harmonisation et des synergies avec la CCNUCC, d'autres ont souligné que le GIEC doit préserver son indépendance et son autonomie. Un certain nombre d'observateurs ont confié qu'ils voyaient les préoccupations de certains pays concernant « la distorsion de la science pour satisfaire aux processus politiques » comme une tentative visant à maintenir la science à l'écart de la politique et à réduire la pression politique exercée sur les décideurs lors des négociations pour l'action de la CCNUCC.

La GIEC 47 a également examiné les moyens de renforcer la participation des pays en développement et des femmes dans les processus du GIEC. Une équipe spéciale chargée des questions de genre a été créée pour s'attaquer au déséquilibre entre les genres, une démarche nécessaire étant donné que lorsque le GIEC a commencé ses travaux, seuls 2% des auteurs contributeurs étaient des femmes. Bien que le pourcentage d'auteurs femmes soit maintenant passé à 30%, cela représente encore un déséquilibre important. Le processus de sélection des auteurs pour le RE6 a également montré un progrès quant à la représentation des pays en développement depuis la piètre performance du RE5 dans ce domaine. La question n'est pourtant pas simplement de trouver davantage de participants venant de pays en développement. Il est aussi important de combler les lacunes dans les données et les recherches portant sur les régions plus pauvres, en particulier l'Afrique. Comme l'a déclaré la représentante sénégalaise Mariane Diop Kane lors de la célébration des 30 ans du Groupe, la parité absolue reste difficile à réaliser.

### DÉFIS FUTURS

La prochaine étape importante pour le GIEC sera l'approbation du Rapport spécial sur un réchauffement planétaire de 1,5° C, attendu en octobre 2018. Ce rapport, attendu juste avant la CdP 24 à la CCNUCC en novembre, jouera un rôle essentiel

pour guider le dialogue Talanoa et pourrait contribuer à accroître le niveau d'ambition des contributions déterminées au niveau national au titre de l'Accord de Paris. Par conséquent, le message de ce rapport sera critique. La Coprésidente du GTI Valérie Masson-Delmotte a informé les délégués qu'une grande partie des plus de 12 000 observations reçues sur le premier projet du rapport spécial réclamaient un texte plus bref, incisif, clair et ciblé, ainsi que l'expression d'une plus grande certitude.

À Paris, les gouvernements membres ont plaidé pour la clarté des messages, notamment sur la question de savoir si l'objectif de 1,5° C est réalisable, sur les coûts que sa réalisation impliquerait et sur les conséquences éventuelles s'il n'était pas atteint. Toutefois, comme l'a exprimé un scientifique, pour garantir l'intégrité scientifique et l'objectivité, les scientifiques pourraient être limités à décrire la physiologie de la « chimère de 1,5° C », sans se prononcer sur l'existence réelle de cette chimère.

Ainsi que l'a exprimé le Président Lee dans sa déclaration d'ouverture, on peut faire valoir que le GIEC est en cours de réinvention, pour s'assurer qu'il demeure pertinent pour les décideurs et d'autres parties concernées dans un contexte où notre compréhension des changements climatiques progresse. Une communication plus claire sur les conséquences désastreuses des changements climatiques fait partie de cette réinvention. Après tout, le Président de la CdP 21 Fabius a fait observer que le GIEC n'a pas gagné le Prix Nobel de chimie, de météorologie ou de physique, mais le Prix Nobel de la paix. Il a averti que les changements climatiques touchent à la guerre et à la paix et que le public doit comprendre qu'ils ne concernent pas le futur mais le présent. Une communication efficace des connaissances scientifiques habilite le public et les gouvernements à agir avant qu'il ne soit trop tard.

## RÉUNIONS À VENIR

**Plénière de l'IPBES 6:** L'IPBES 6 devrait adopter quatre rapports d'évaluation régionaux et une évaluation sur la dégradation et la restauration des terres, ainsi que son futur programme de travail. **dates:** 18-24 mars 2018 **lieu:** Medellin, Colombie **contact:** Secrétariat de l'IPBES **email:** <https://www.ipbes.net/contact> **www:** <https://www.ipbes.net/event/ipbes-6-plenary>

**Deuxième réunion des auteurs principaux chargés de la coordination du RSCCTE:** Cette réunion vise les GT I, II et III, et est organisée par le GTIII. **dates:** 25-30 mars 2018 **lieu:** Christchurch, Nouvelle-Zélande **contact:** Secrétariat du GIEC **téléphone:** +41-22-730-8208/54/84 **fax:** +41-22-730-8025/13 **email:** IPCC-Sec@wmo.int **www:** <http://www.ipcc.ch/>

**Symposium mondial sur les changements climatiques et la biodiversité:** Cette réunion aspire à répondre à la nécessité de mieux comprendre les effets des changements climatiques sur la biodiversité, et à identifier, tester et appliquer des mesures visant à gérer les nombreux risques que représentent les changements climatiques pour la faune, la flore et les microorganismes. Elle examinera également comment mieux restaurer et protéger les écosystèmes face aux impacts des changements climatiques, et vise à contribuer à la concrétisation de l'ODD 1 (pas de pauvreté), l'ODD 2 (faim zéro), l'ODD 13 (lutte contre les changements climatiques), l'ODD 14 (vie aquatique) et l'ODD 15 (vie terrestre). **dates:** 3-5 avril 2018 **lieu:** Manchester, Royaume-Uni **contact:** Dr. Jelena Barbir, Programme international d'information sur les changements climatiques **email:** [jelena@barbir.com.es](mailto:jelena@barbir.com.es) **www:** <https://www.haw-hamburg.de/en/ftz-nk/events/biodiversity.html>

**Quatrième réunion des auteurs principaux du RS15:** Cette réunion vise les GT I, II et III, et sera organisée par le GTI. **dates:** 9-13 avril 2018 **lieu:** Gaborone, Botswana **contact:**

Secrétariat du GIEC **téléphone:** +41-22-730-8208/54/84 **fax:** +41-22-730-8025/13 **email:** IPCC-Sec@wmo.int **www:** <http://www.ipcc.ch/>

**Semaine africaine du climat 2018:** La Semaine africaine du climat 2018 (ACW2018) se déroulera sur le thème de « L'Action climatique pour le développement durable: les moteurs de changement en Afrique » et comprendra des manifestations, entre autres, sur l'appui et la mise en œuvre des CDN, les ODD, et la lutte contre les changements climatiques à l'échelon mondial. L'ACW2018 est la première édition d'une réunion envisagée comme annuelle pour appuyer la mise en œuvre des CDN et la lutte contre les changements climatiques, en vue d'atteindre les ODD. La réunion est organisée par le Partenariat du Cadre de Nairobi, qui soutient les pays en développement dans l'élaboration et l'exécution de leurs CDN. **dates:** 9-13 avril 2018 **lieu:** Nairobi, Kenya **contact:** Fabiana Rodrigues, Partenariat du Cadre de Nairobi **email:** [frdrigues@unfccc.int](mailto:frdrigues@unfccc.int) **www:** <https://www.afdb.org/ft/news-and-events/africa-climate-week-acw2018-17877/>

**Troisième réunion des auteurs principaux chargés de l'élaboration de la Révision 2019 des Lignes directrices 2006 du GIEC:** Cette réunion poursuivra l'élaboration du rapport méthodologique. **dates:** 10-13 avril 2018 **lieu:** Cairns, Australie **contact:** Secrétariat du GIEC **téléphone:** +41-22-730-8208/54/84 **fax:** +41-22-730-8025/13 **email:** IPCC-Sec@wmo.int **www:** <http://www.ipcc.ch/>

**Dixième Conférence internationale sur les changements climatiques: impacts et réponses:** Cette conférence présentera des recherches portant sur: les données scientifiques; l'évaluation des impacts sur différents écosystèmes; les impacts humains et les impacts sur les hommes; et les réponses techniques, politiques et sociales. **dates:** 20-21 avril 2018 **lieu:** Berkeley, Californie, États-Unis **contact:** Organismes de la conférence **email:** <http://on-climate.com/support/contact> **www:** <http://on-climate.com/2018-conference>

**9<sup>e</sup> Forum mondial sur la résilience et l'adaptation urbaines:** Cette conférence vise à mettre en relation des dirigeants de gouvernements locaux et des experts de l'adaptation aux changements climatiques pour examiner les défis en matière d'adaptation auxquels sont confrontés les milieux urbains dans le monde, et à bâtir des partenariats susceptibles d'avoir des conséquences durables sur les villes. **dates:** 26-28 avril 2018 **lieu:** Bonn, Allemagne **contact:** Secrétariat de l'ICLEI **téléphone:** +49-228-976299-28 **email:** [resilient.cities@iclei.org](mailto:resilient.cities@iclei.org) **www:** <https://resilientcities2018.iclei.org/>

**48<sup>e</sup> sessions des organes subsidiaires de la CCNUCC:** Les quarante-huitièmes sessions de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI 48) et de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA 48) ainsi que la cinquième partie de la première session du Groupe de travail spécial sur l'Accord de Paris (APA 1-5) se tiendront dans le cadre de la Conférence de Bonn sur les changements climatiques. **dates:** 30 avril - 10 mai 2018 **lieu:** Bonn, Allemagne **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228-815-1000 **fax:** +49-228-815-1999 **email:** [secretariat@unfccc.int](mailto:secretariat@unfccc.int) **www:** <http://unfccc.int/2860.php>

**Réunion d'experts sur l'évaluation régionale:** La réunion d'experts sur les informations climatologiques pour les régions sera organisée par le GTI. **dates:** 16-18 mai 2018 **lieu:** Trieste, Italie **contact:** Secrétariat du GIEC **téléphone:** +41-22-730-8208/54/84 **fax:** +41-22-730-8025/13 **email:** IPCC-Sec@wmo.int **www:** <http://www.ipcc.ch/>

**Réunion d'experts sur les agents de forçage du climat de courte durée de vie (AFCCD):** La réunion d'experts sur les AFCCD sera organisée par l'ESI et le GTI. **dates:** 28-31



mai 2018 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** Secrétariat du GIEC  
**téléphone:** +41-22-730-8208/54/84 **fax:** +41-22-730-8025/13  
**email:** IPCC-Sec@wmo.int **www:** <http://www.ipcc.ch/>

**26<sup>e</sup> réunion de la CdP à l'Institut interaméricain de recherche sur les changements planétaires :** L'Institut interaméricain est une institution régionale intergouvernementale qui promeut la recherche scientifique et le renforcement des capacités afin d'informer les décideurs du continent et d'ailleurs. L'Institut interaméricain compte 19 parties dans les Amériques qui se réunissent chaque année pour le suivi et l'orientation des activités de l'institut. **dates:** 20-21 juin 2018 **lieu:** Antigua, Guatemala **contact:** Institut interaméricain de recherche sur les changements planétaires **téléphone:** +59-8-2606-0126 **email:** <http://www.iai.int/contact-us/> **www:** <http://www.iai.int/26th-meeting-of-the-conference-of-the-parties/>

#### Sixième Assemblée du FEM et réunions connexes:

L'Assemblée du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) est l'organe directeur du FEM et est composée de 183 pays membres. Elle se réunit tous les quatre ans au niveau ministériel pour: examiner les politiques générales; examiner et évaluer le fonctionnement du FEM sur la base des rapports présentés au Conseil; revoir la composition du Fonds; et examiner, pour approbation par consensus, les modifications à apporter à l'Instrument pour la restructuration du FEM sur la base des recommandations du Conseil. **dates:** 23-29 juin 2018 **lieu:** Da Nang, Viet Nam **contact:** Secrétariat du FEM **email:** <https://assembly.thegef.org/contact> **www:** <http://assembly.thegef.org/>

**Première réunion des auteurs principaux du GTI:** Cette réunion entamera l'élaboration de la contribution du GTI au RE6. **dates:** 25-29 juin 2018 **lieu:** Guangzhou, Chine **contact:** Secrétariat du GIEC **téléphone:** +41-22-730-8208/54/84 **fax:** +41-22-730-8025/13 **email:** IPCC-Sec@wmo.int **www:** <http://www.ipcc.ch/>

**Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) 2018:** Le thème du FPHN 2018 sera « La transformation vers des sociétés durables et résilientes ». L'ensemble d'ODD à examiner de manière approfondie comprend les ODD 6 (eau propre et assainissement), 7 (énergie), 11 (villes durables), 12 (consommation et production responsables), 15 (vie terrestre) et 17 (partenariats). **dates:** 9-18 juillet 2018 **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **contact:** Division du développement durable des Nations Unies **email:** <https://sustainabledevelopment.un.org/contact/> **www:** <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf/2018>

**Troisième réunion des auteurs principaux du RSOCCC:** Cette réunion vise les GT I et II et est organisée par le GTII. **dates:** 23-27 juillet 2018 **lieu:** Lanzhou, Chine **contact:** Secrétariat du GIEC **téléphone:** +41-22-730-8208/54/84 **fax:** +41-22-730-8025/13 **email:** IPCC-Sec@wmo.int **www:** <http://www.ipcc.ch/>

**Troisième réunion des auteurs principaux du RSCCTE:** Cette réunion vise les GT I, II et III, et est organisée par le GTIII. **dates:** 3-7 septembre 2018 **lieu:** à confirmer **contact:** Secrétariat du GIEC **téléphone:** +41-22-730-8208/54/84 **fax:** +41-22-730-8025/13 **email:** IPCC-Sec@wmo.int **www:** <http://www.ipcc.ch/>

**Sommet pour l'action climatique mondiale:** Organisée par le Gouverneur de Californie Jerry Brown et l'État de Californie, le Sommet pour l'action climatique mondiale réunira des dirigeants de gouvernements, d'entreprises et de la communauté mondiale pour susciter une plus grande ambition mondiale en faveur de

la lutte contre les changements climatiques. Le Sommet sera coprésidé par le Gouverneur Brown, la Secrétaire exécutive de la CCNUCC Patricia Espinosa, l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'action climatique Michael Bloomberg, et le Président du Groupe Mahindra Anand Mahindra. **dates:** 12-14 septembre 2018 **lieu:** San Francisco, Californie, États-Unis **www:** <https://globalclimateactions Summit.org/>

**48<sup>e</sup> session du GIEC:** Le GIEC se réunira pour sa 48<sup>e</sup> session afin d'approuver le RS15. **dates:** 1-5 octobre 2018 (à confirmer) **lieu:** Incheon, République de Corée **contact:** Secrétariat du GIEC **téléphone:** +41-22-730-8208/54/84 **fax:** +41-22-730-8025/13 **email:** IPCC-Sec@wmo.int **www:** <http://www.ipcc.ch>  
 Pour d'autres réunions, consulter: <http://sdg.iisd.org/>

## GLOSSAIRE

AFCCD	Agents de forçage du climat de courte durée de vie
AP	Auteur principal
APC	Auteur principal chargé de la coordination
BM	Bilan mondial
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDD	Centre de diffusion des données
CDN	Contribution déterminée au niveau national
CdP	Conférence des Parties
ESACI	Équipe spéciale pour les données et les scénarios servant à l'analyse du climat et de ses incidences
ES-ESACI	Équipe spéciale chargée de l'avenir de l'ESACI
ESF	Équipe spéciale chargée des questions financières
ES-Finance	Équipe spéciale chargée de la stabilité financière du GIEC
ESI	Équipe spéciale pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GT	Groupe de travail
IPBES	Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques
ODD	Objectifs de développement durable
OMM	Organisation météorologique mondiale
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
RE5	Cinquième rapport d'évaluation
RE6	Sixième rapport d'évaluation
RID	Résumé à l'intention des décideurs
RS	Rapport spécial
RS15	Rapport spécial sur un réchauffement planétaire de 1,5° C
RSCCTE	Rapport spécial sur le changement climatique et les terres émergées
RSOCCC	Rapport spécial sur les océans et la cryosphère dans le contexte du changement climatique
RSY	Rapport de synthèse
UAT	Unité d'appui technique
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture